

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

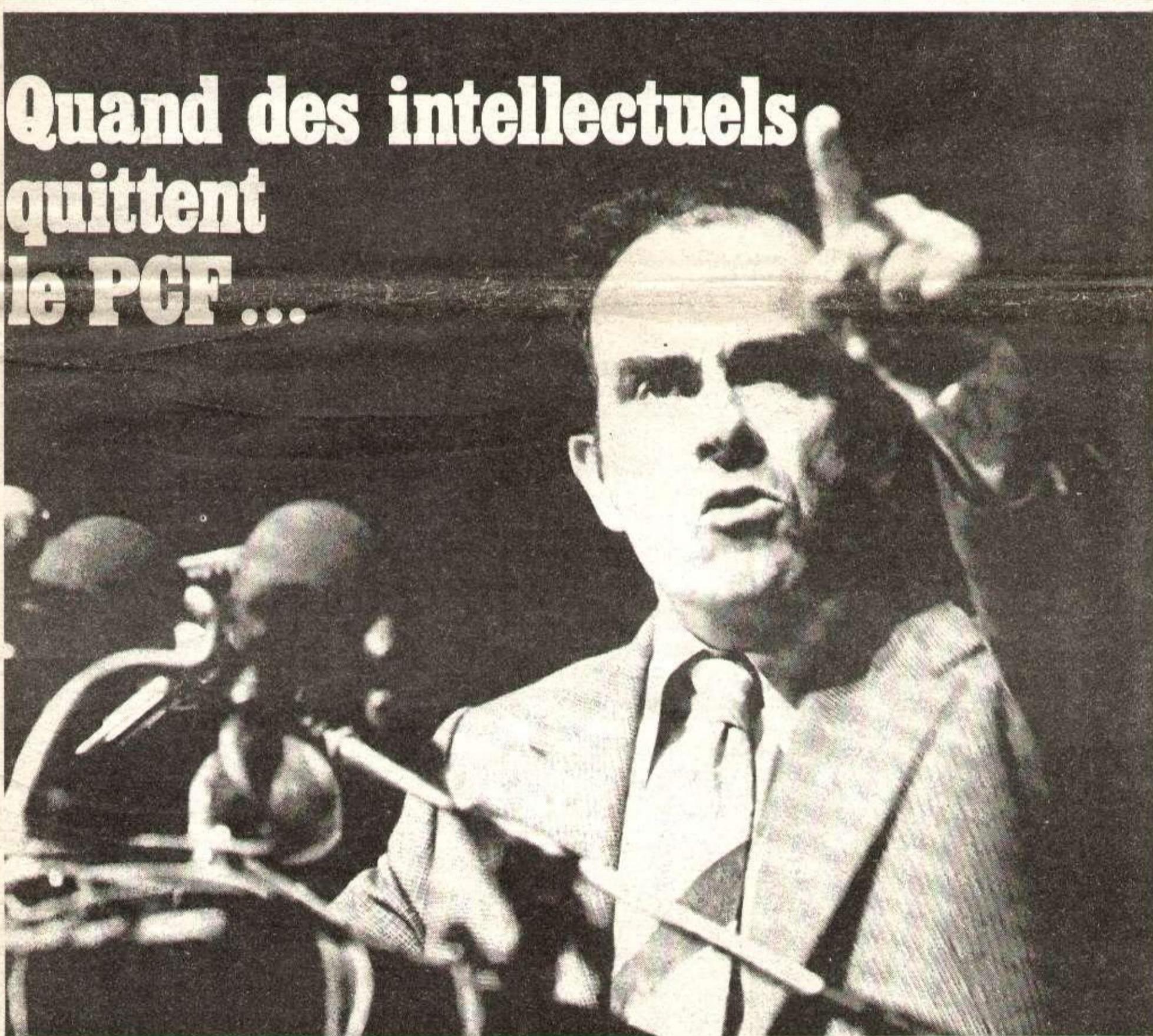
5F

N°28

pour le socialisme

SEMAINE DU 29 JANVIER AU 4 FEVRIER 1981

**Quand des intellectuels
quittent
le PCF ...**



Problèmes
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
groupes vous !
Organe central
du Parti
Communiste Revolucionario
Marxista-Leninista

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 29 JANVIER AU 4 FEVRIER 1981

N° 28 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous à
Pour le Socialisme

20
numéros
100 F.
1 an :
200 F.



La ligne actuelle
du PCF suscite
de plus en plus
de réactions
au sein du PCF,
notamment parmi
ses intellectuels.



SOMMAIRE

4 politique

PS : L'UNANIMITÉ ET QUELQUES ARRIERES-PENSEES : François Mitterrand a reçu l'hommage de l'ensemble des courants du parti, qui mèneront tous la campagne avec lui. Mais les minoritaires entendent rester eux-mêmes.

5-6 interview

SEISMES ET CENTRALES NUCLEAIRES : Le gouvernement, en décidant d'un programme de construction de sept ou huit centrales nucléaires pour les années 1990 n'a tenu aucun compte des risques de séismes. Haroun Tazieff explique les graves dangers que recèle cette politique dans l'interview qu'il nous a accordée.



7 politique



LE PCF ET LES INTELLECTUELS : La rencontre de Marchais avec les intellectuels, le 30 janvier, ne parvient pas à cacher la persistance de la crise du PCF. Plusieurs militants, après plus de deux années de combat critique interne, viennent de faire connaître leur démission. L'un d'entre eux, Alexandre Boviatsis, ancien collaborateur du CC, explique ici le pourquoi de cette démission et la manière dont il entend poursuivre la lutte contre la ligne actuelle du PCF.

8-9 enquête



LES ENFANTS DES IMMIGRES ET L'ECOLE : Y a-t-il un seuil de tolérance à l'école ? Le PCF semble vouloir en accréditer l'idée dans la campagne qu'il développe en ce moment contre les travailleurs immigrés. Selon lui, la trop forte concentration d'enfants immigrés dans les classes entraînerait des retards scolaires importants.

Des enseignants nous donnent leurs points de vue sur ces problèmes.

12 inter

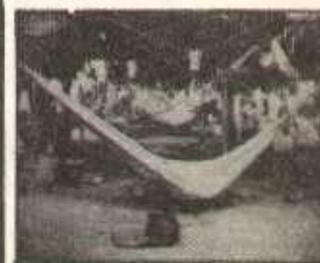
APRES LE PROCES DE PEKIN : Le tribunal chargé de juger d'anciens responsables du parti communiste et de l'Etat vient de rendre son verdict. Par le grand retentissement donné, à Pékin, à ce procès et à son déroulement, par les peines spectaculaires infligées à deux hauts dirigeants de la période de la Révolution culturelle, ce verdict nous interpelle.

13 syndicats

CONGRES DE L'UD-CFDT DE PARIS : C'est les 4 et 5 février que se tiendra à Paris le 5^e Congrès de l'Union Départementale CFDT. Un intéressant travail de réflexion et de préparation de ces assises a fait apparaître une réelle volonté chez l'ensemble des militants de s'appuyer sur les acquis de ces dernières années pour aller de l'avant.



15-16 inter



LE «MIRACLE BRÉSILIEN» : Le 28 janvier, le président brésilien Figueiredo sera en visite à Paris. Les capitalistes français sont très intéressés par cet immense marché potentiel et entendent bien se placer en bonne position dans la compétition internationale que se livre Américains, Japonais et Allemands.

Une analyse de ce qu'on appelle le «miracle brésilien».

17-18 inter



LE PSUC ET L'EURO-COMMUNISME : Le Parti Socialiste Unifié de Catalogne, branche du PCE, a rejeté explicitement lors de son récent congrès la référence à la notion d'euro-communisme. Il s'en suit des tensions entre le PSUC et le PCE et au sein du PSUC lui-même. Carillo lui-même parlait récemment de refaire un nouveau congrès du PSUC.

18-19 livres

LA RAISON DU TRUQUEUR : Dans son dernier livre, *L'idéologie française*, Bernard-Henri Lévy affirme la parenté de la plupart des idéologies, de droite comme de gauche, avec le fascisme. Le preuve, selon lui : l'acceptation massive du pétainisme en 1940. La solution : l'idéologie des Droits de l'Homme. Quelques impostures lui sont nécessaires pour soutenir ses thèses.



LA POPULARITE DE BARRE
EN HAUSSE...
CHEZ LES PATRONS

Procès de Liévin
LA BALANCE A PEYREFITTE :
10 000 F POUR 42 MORTS



On avait beau s'y attendre, on n'a pu s'empêcher de dire son dégoût de cette justice. Le jugement rendu vendredi 23 janvier par le tribunal correctionnel de Béthune nous révolte. Car on n'a pas oublié ce 27 décembre 1974, cette information terrible diffusée par flashes spéciaux puis bien vite reléguée au second plan de l'actualité, loin derrière les fêtes de fin d'année : 42 mineurs étaient morts dans un coup de grisou, là-haut dans le Nord, au 3 de Liévin dans le quartier des Six-Sillons.

On s'était tout de suite sentis concernés. Le lendemain, le jour même, des tracts étaient diffusés, des inscriptions faites sur les murs : «Houillères assassins ! vengeance pour les 42 mineurs de Liévin !» Car on ne voulait pas qu'une fois encore les Houillères s'en tirent à bon compte en évoquant comme d'habitude la fatalité. Avec des mineurs, avec des familles des tués, avec la population nous avons crié notre révolte : il n'y a pas de fatalité, nous voulons la vérité !

L'impulsion était donnée : très vite, des mineurs, des syndicalistes, des ingénieurs, des juristes se mettaient au travail avec la Commission Populaire d'Enquête, rassemblant les éléments, constituaient un dossier très complet où la responsabilité des Houillères était établie de manière irréfutable.

Le 22 mars 1975, trois mois seulement après la catastrophe, le tribunal populaire tenu à Liévin rendait publiques les nombreuses pièces du dossier en présence de plusieurs milliers de personnes, venues de la région mais également de toute la France ; il prononçait une condamnation claire et nette des Houillères. Et pourtant...

Et pourtant, il aura fallu 6 ans à la justice de Peyrefitte. Six ans de procédure, de contretemps, de tergiversations pour instruire le dossier de cette affaire. Le juge Pascal qui voulait établir la vérité et qui entendait mener rondement les affaires s'est retrouvé déssaisi du dossier ; plus tard on l'a empêché de témoigner au procès, de dire tout ce qu'il savait et tout ce qu'on l'avait empêché d'apprendre.

Il aura fallu toute la ténacité de militants, de syndicalistes pour empêcher que l'affaire ne se perde purement et simplement dans les dédales de la procédure.

Et le procès, parlons-en ! Tout aura été fait pour disculper les Houillères ; rien n'aura été épargné aux mineurs et aux veuves des disparus. Aux pressions sordides exercées sur certains témoins s'est ajouté le cynisme du tribunal passant son temps à ménager ces messieurs des Houillères, ne les embarrassant pas de questions trop ennuyeuses mais s'ingéniant par contre à humilier les témoins mineurs peu habitués au cérémonial des robes noires.

Finalement, ils n'ont pas pu, ils n'ont pas osé prononcer un non-lieu. Ils ont quand même décidé la responsabilité civile des Houillères dans l'accident. Ce maigre acquis est à mettre à l'actif de tous ceux qui ne se sont pas découragés, qui ont poursuivi avec ténacité les efforts pour ne pas laisser les Houillères s'en tirer les mains blanches.

Malgré tout, pour une fois, les Houillères ne s'en tirent pas totalement d'affaires. Le tribunal ne pouvait pas les disculper complètement. C'est le résultat du travail acharné qu'ont mené des mineurs, des militants, des juristes, avec la commission populaire d'enquête, avec des structures syndicales, avec les moyens dont ils disposaient.

Cependant, 10 000 F d'amende à Coquidé le chef de siège ! Lacoste l'ingénieur en chef du service des mines et Hecquet le PDG des Houillères purement et simplement relaxés ! Jugement dérisoire, provocateur, insultant pour la mémoire des disparus et pour tous les mineurs. Décision inique de cette justice si prompt à expédier en prison pour des années le moindre voleur de mobylette.

Cette justice qui chaque jour envoie les tius dans les usines, expulse les immigrés, fait saisir les radios-libres et bientôt, transformera, en appliquant la loi Peyrefitte, chaque citoyen en suspect.

Nous tous qui nous sommes battus contre les Houillères, pour faire la vérité sur leur responsabilité, sommes révoltés encore aujourd'hui contre ce jugement scandaleux. Pour ce qui nous concerne, nous n'oublierons pas les 42 mineurs envoyés à la mort par les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais le 27 décembre 1974.

Gérard PRIVAT

DANS moins de quatre mois, Raymond Barre va s'en aller. Sachant l'impopularité de son premier ministre, Giscard laisse en effet envisager son limogeage comme une quasi-certitude.

Pour peu nombreux qu'ils soient, il est pourtant des gens qui regretteront le locataire de l'Hôtel Matignon : ce sont les patrons. S'exprimant dans *Le Monde* à la veille de l'Assemblée générale du CNPF qui s'est tenue le 21 janvier, Ceyrac a été de ce point de vue très explicite. Barre, c'est l'homme «qui a su définir et appliquer une politique économique claire et constante», c'est celui «qui a joué un rôle capital au cours de ces quatre dernières années», c'est celui dont «la gestion a permis d'obtenir des résultats relatifs très appréciables». L'hommage est suffisamment appuyé pour que l'on s'y attarde.

Certes, les relations entre le premier ministre et le patronat n'ont jamais été mauvaises. Jamais cependant l'hommage n'avait été si vigoureux, les patrons préférant d'habitude y ajouter quelques considérations inquiètes sur l'avenir économique du pays. Rien de tout cela cette fois-ci. Sans nuance, Ceyrac considère que «l'action du premier ministre a été hautement bénéfique».

Sans doute faut-il voir dans cet éloge l'hommage d'une classe à celui qui part, après plus de quatre années de bons et loyaux services. Il est cependant d'autres considérations qui, pour être plus prosaïques, n'en sont pas moins importantes. Engagé lui aussi dans la campagne électorale, le patronat, outre les subsides qu'il distribue abondamment, a choisi comme principale tactique de minimiser les difficultés économiques du pays, cherchant ainsi à conférer un bilan «globalement positif» au septennat qui se termine.

C'est ainsi, entre autres, qu'une campagne est lancée sur le thème d'une aggravation du chômage qui ne serait en rien due à la politique gouvernementale : «Le chômage est lié à un double phénomène, dit encore Ceyrac, d'une part un déséquilibre entre le nombre de ceux qui partent à la retraite et de ceux, très nombreux, qui recherchent un premier emploi. D'autre part, un phénomène de société : le désir d'un nombre croissant de femmes d'avoir une activité professionnelle». Bref, si ce n'étaient les jeunes, les femmes et les personnes âgées qui s'accrochent à leurs emplois, tout irait bien dans le meilleur des mondes barristes : «Mieux qu'en RFA», dit même Ceyrac.

Partisans d'un second mandat de Giscard, les patrons n'en mettent pas moins une condition, qui donne toute sa signification à la couronne tressée à Barre : le même président, oui, mais pour la même politique.

Celle qui restaure les marges bénéficiaires des entreprises, distribue les subventions de l'Etat aux entreprises et fait payer aux travailleurs les difficultés économiques. Aux stratèges élyséens qui pouvaient envisager, dans la triste hypothèse d'une victoire de Giscard, un nouveau premier ministre pour une nouvelle politique moins visiblement anti-populaire, le patronat répond d'avance non. La bonne politique pour les patrons, c'est celle que Barre applique avec tant de zèle depuis 4 ans. Nous voilà donc prévenus : quoi qu'il en soit des sirènes électorales du libéralisme giscardien, le CNPF entend rentabiliser ses investissements de la campagne électorale en gardant le barrisme, à défaut de Barre.

Nicolas DUVALLOIS

L'état-major du CNPF veut garder le barrisme, à défaut de Barre



PS : L'UNANIMITÉ ET QUELQUES ARRIÈRE-PENSÉES

Par François NOLET

«*Nous avons besoin d'une grand messe*», indiquait Pierre Mauroy à la veille du congrès extraordinaire du PS, chargé d'enregistrer la désignation de Mitterrand à la candidature. C'est ce à quoi ressembla effectivement ce congrès, qui afficha un large unanimisme. Mais des signes indiquent assez nettement que des rancœurs subsistent.

RAREMENT congrès fut plus bref et plus dépourvu d'objet réel. Il dura quelques heures, et tout ce qui aurait pu donner l'impression d'une fausse note avait soigneusement été éliminé. Les minoritaires Mauroy et Rocard se retrouvaient à la tribune aux côtés de Mitterrand et de Chevènement. Il avait été initialement prévu qu'après le rituel de la proclamation des résultats un débat public aurait lieu sur le manifeste du candidat. En fin de compte, sur proposition de Pierre Mauroy, il a été décidé de supprimer cette partie du congrès, qui aurait pu être l'occasion de quelques couacs, et c'est à l'unanimité que le manifeste qu'a été adoptée la résolution, après que la commission lui eut apporté quelques modifications, allant dans le sens de ce que pouvaient espérer les minoritaires : par exemple l'affirmation de la nécessité de la décentralisation, des «contre-pouvoirs» et la suppression de la fonction d'autorité des préfets. Et aussi cette vieille idée rocardienne de ne pas chiffrer l'augmentation du SMIC, mais d'annoncer qu'il ferait l'objet de négociations entre les partenaires sociaux. Unanimité retrouvée, hommages appuyés de Mitterrand à Mauroy et au «geste de Michel Rocard», tout semblait baigner dans l'huile. Et il est vrai que l'unité du PS est une nécessité vitale pour l'efficacité de la campagne de son candidat. Mais cette unité est-elle si forte ?

Si l'on interroge des membres du courant mitterrandiste, l'optimisme est de rigueur. Ainsi Bertrand Delanoë, membre du secrétariat fédéral de la fédération de Paris, s'estime-t-il satisfait des 83,8 % de bulletins qui se sont portés à Paris sur la candidature Mitterrand, alors que les courants majoritaires représentent environ 60 % des militants parisiens. C'est le signe, selon lui, d'une réelle unité autour de François Mitterrand, d'autant plus significative dans cette fédération, où, traditionnellement, «*les oppositions entre courants sont plus vives qu'ailleurs*». Au niveau des militants, la volonté de battre Giscard l'emporte sur les rivalités du courant. Sans exclure totalement

que des arrière-pensées tactiques puissent encore exister, il se dit convaincu qu'en tout état de cause, la campagne sera le fait de la quasi-totalité des militants, autour d'un même projet.

Du côté des minoritaires, nous avons dit le soin qu'avait apporté le courant Mauroy à éviter un débat sur les thèmes de la campagne, débat qui aurait présenté le risque de rappeler la persistance des divergences.

Rocard lui-même a joué pleinement le jeu du ralliement, appelant à voter sans réticence pour la candidature Mitterrand.

Tel qu'en lui-même

Avec toutefois une nuance : son soutien à Mitterrand n'est pas un ralliement aux thèses de ce dernier, et les divergences subsistent. «*Je reste moi-même*» rappelle-t-il. Et il est vrai que dans le soutien à Mitterrand, l'attitude du courant rocardien semble consister à garder deux fers au feu.

D'une part, officiellement, on s'apprête à participer sans réserve à la campagne du candidat Mitterrand : au congrès de Créteil, le manifeste du candidat est adopté à l'unanimité. Mais une part du courant Rocard exprime ses réticences : les votes blancs ont été nombreux dans les fédérations à dominante rocardienne, la fédération des Yvelines, celle de Rocard, n'accordant par exemple que 63,2 % de ses suffrages au candidat.

L'un des proches de Michel Rocard, Patrick Viveret, rédacteur en chef de la revue *Faire*, nous explique son vote blanc par les divergences importantes, ou au moins les incertitudes, qui subsistent à ses yeux. En matière de politique extérieure, il reproche à François Mitterrand de ne pas évoquer les rapports avec le Tiers-Monde, pour se polariser sur les rapports Est-Occident. Sur ce dernier point, l'évolution de la position du PS ne lui semble pas satisfaisante : le texte du congrès de Metz affirmait la nécessité de développer une politique de détente vis-à-vis de l'URSS (c'était le



Le congrès, tel que le présente un numéro zéro du quotidien qui soutiendra bientôt la campagne du PS

sens de la formule «l'axe de la sécurité en Europe passe par Moscou»). Pour Patrick Viveret, après cette «*complaisance vis-à-vis de l'URSS*», François Mitterrand semble incliner, après l'Afghanistan et la Pologne, vers un «*supra-atlantisme*».

En matière de politique intérieure, il souhaite que François Mitterrand précise le type de rapports que le PS peut entretenir avec le PCF, des points de vue assez différents existant sur cette question au sein même de la majorité du parti. Il discerne un «*flou*» sur les «*rapports avec les forces sociales*», syndicats et associations, et s'interroge sur la validité d'une politique économique élaborée avant la crise. Comme on le voit, les points de désaccord restent assez nombreux.

Mais pour l'heure, les rocardiens s'affirment tous prêts à s'engager sans réserve dans la campagne du candidat socialiste.

D'abord parce que des signes politiques montrent qu'une victoire de Mitterrand n'est plus impossible. Dès lors, les rancœurs accumulées ont tendance à s'estomper devant la nécessité de battre l'ennemi commun. Et le fait que les rocardiens soient pleinement associés à la campagne les assure de pouvoir partager les fruits d'une éventuelle victoire. Autre avantage : leur



Lionel Jospin (à droite), élu premier secrétaire du PS en remplacement de Mitterrand

participation à la campagne les met à l'abri, en cas de défaite, de l'imputation d'avoir contribué à cette défaite, et les place en meilleure position, dans ce cas pour demander des comptes.

Ainsi, le courant Mitterrand semble, par les quelques concessions faites aux courants minoritaires et les hommages rendus à leurs chefs de file, avoir réalisé

une relative unité autour de lui. L'image de rassembleur de l'ex-premier secrétaire s'en trouve renforcée, et lui facilitera la tâche pour la campagne qui s'ouvre. Les «*différences*» demeurent toutefois, bien que mises en sommeil, et ne manqueront pas d'éclater si l'actuel locataire de l'Élysée reprend un nouveau bail.

Une interview d'Haroun Tazieff

QUAND LES SEISMES BRISERONT LES CENTRALES NUCLEAIRES...

Le gouvernement a décidé la construction de sept à huit centrales nucléaires qui devraient entrer en service vers 1990. Le volcanologue Haroun Tazieff, s'insurge contre cette politique du «tout-nucléaire» dangereuse, onéreuse et tributaire de l'étranger. Commentant la carte des sites des futures centrales, Haroun Tazieff montre comment ces implantations ont été choisies, de même que les précédentes, sans tenir compte des risques de tremblements de terre destructeurs.

Propos recueillis par Didier DELORME

«Le programme électronucléaire le plus excessif du monde»

► Le gouvernement a décidé de lancer un nouveau programme de construction de sept à huit centrales nucléaires. Que pensez-vous de cette extension du programme électronucléaire français ?

J'en suis navré pour la France. Ce programme électronucléaire est le plus excessif du monde : la France est le seul pays à miser sur le «tout électrique, tout nucléaire».

Les pays «développés» comme ceux qui ne le sont pas, jouent

d'une part sur la diversification des sources d'énergie et d'autre part sur la décentralisation de la production d'énergie. Seule la France, ou plutôt les technocrates aux ordres de très gros intérêts privés qui décident en son nom, ont choisi le «tout nucléaire», c'est-à-dire la non-diversification et l'hypercentralisation. Construire des centrales colossales de 5 200 Mégawatts* (MW) est extrêmement redoutable tant du point de vue technique qu'économique, ou en cas de conflit, stratégique.

Anéanti au lendemain de la guerre, le Japon qui ne dispose pratiquement d'aucune ressource naturelle, est maintenant la première puissance industrielle du monde après les colossaux USA. Cela, il le doit en partie à la très grande diversification de sa production énergétique et à la planification rigoureuse du développement de cette dernière.

Son programme «Sunshine» (le soleil qui luit) qui a presque vingt ans d'âge, est suivi point par point, que ce soit pour les énergies classiques ou pour les «nouvelles».

Ainsi, pour la géothermie, ce

programme prévoyait 350 MW électriques installés pour 1980 : 340 MW ont été effectivement installés.

Ce même programme prévoit 50 000 MW électriques «géothermiques» d'ici vingt ans. Dans vingt ans, et toujours d'après ce programme le Japon disposera d'autre part de 50 000 MW électriques installés produits par hydroélectricité, au lieu de 24 000 aujourd'hui. C'est-à-dire que dans vingt ans le Japon produira plus du double de ce que produit EDF actuellement, et cela à partir de deux sources d'énergie entièrement indépendantes de l'étranger : les vapeurs souterraines pour la géothermie et les eaux courantes pour l'hydroélectricité.

Or la superficie du Japon est bien moindre que celle de la France et ses ressources naturelles bien moins abondantes. En l'an 2 000, si en plus de ces 100 000 MW, le Japon avait besoin d'augmenter sa production électrique, il construirait quelques nouvelles centrales nucléaires. Sinon tout son développement énergétique reposera sur les énergies et renouvelables et nationales.

► La France aurait-elle les moyens de suivre une politique «à la japonaise» ?

La France, comme le Japon possède les deux types de ressources géothermiques. Avec la géothermie de basse température (eaux naturelles de 50 à 100°), la France a de quoi chauffer vraisemblablement 60 % de l'hexagone, donc d'économiser massivement fuel, charbon et électricité (puisque EDF utilise et prône l'électricité pour le chauffage) en chauffant par des eaux chaudes naturelles.

Par ailleurs, il y a de très fortes probabilités pour que se trouve en métropole et à des profondeurs économiquement accessibles des eaux suffisamment chaudes (entre 130 et 300° C) pour produire de l'électricité à bas prix de revient. Le massif volcanique du centre de la France et le fossé du Rhin recèlent à coup sûr des eaux à plus de 130°, de quoi faire de l'électricité à bon marché.

* Un mégawatt vaut un million de watts. Un barrage comme celui de Génissiat fournit quelque 400 MW.



Haroun Tazieff

► EDF affirme que le prix du KW-heure n'est pas plus élevé quand il est obtenu à partir du nucléaire. Qu'en pensez-vous ?

L'énergie nucléaire est en réalité la plus coûteuse de toutes. En effet dans les prix de revient affichés par EDF, n'interviennent pas les colossales dépenses qui ont permis cette industrialisation, à savoir les centaines de milliards de francs qu'ont coûtées les recherches menées pendant vingt ans au CEA et à l'EDF, non plus que les salaires et dépenses que le CEA — donc le contribuable — continue d'assurer pour ce «tout nucléaire».

Désormais, Empain-Schneider empêche les bénéficiaires, mais ce sont les citoyens français qui paient tout ce dont il n'est pas tenu compte dans le prix du KWheure. De la même façon, ne sont pas pris en compte les coûts sociaux de cette politique énergétique : ainsi quand le gouvernement ferme les Charbonnages et licencie des dizaines de milliers de travailleurs, le coût du chômage, celui de la délinquance qui s'y accroche, la mort de régions entières, tout cela représente des milliards et n'est pas comptabilisé dans le prix de l'énergie.

Si tous ces coûts étaient honnêtement pris en considération le KWhe nucléaire apparaîtrait tel qu'il est : le plus coûteux qui soit. De surcroît il est entièrement tributaire de l'étranger puisque ce type de centrale est sous licence américaine, que l'uranium vient d'Afrique ou du Canada, et que le combustible, l'uranium enrichi, nous est fourni par les USA et l'URSS.



► Cette considérable extension du programme nucléaire peut sembler contradictoire avec la campagne pour les économies d'énergies.

La campagne pour les économies d'énergie, c'est de la poudre aux yeux. La très coûteuse (encore pour le contribuable) «chasse au Gaspil» n'a eu que des résultats ridicules. Cette campagne, en réalité du bluff, ne visait qu'à culpabiliser le consommateur. Mais l'Etat et son gouvernement technocratique antidémocratique n'a rigoureusement rien fait pour réduire les énormes gaspillages d'énergie et de matières premières dont souffre très gravement la France, car ces gaspillages sont voulus et organisés par l'Etat lui-même. Les deux principaux sont les transports et le chauffage électrique.

On gaspille une quantité fabuleuse de carburant en transportant par la route ce qui pourrait l'être par le rail ou par les voies d'eau... En ce qui regarde le transport des personnes, on pousse à utiliser l'automobile privée au lieu de favoriser les transports en commun. Le chauffage électrique, quant à lui, constitue un crime majeur contre l'économie. En effet pour produire de l'électricité, on transforme de la chaleur, fournie par le

charbon, le fuel ou l'uranium, en électricité : une centrale électrique est une gigantesque cocotte-minute et quel que soit le combustible, on ne fait que chauffer sous pression de l'eau jusqu'à 200 ou 300°C. La vapeur ainsi engendrée est envoyée dans des turbo-alternateurs lesquels produisent de l'électricité. Or comme l'exprime en thermodynamique, le «loi de Carnot», on ne peut pas transformer de la chaleur en mouvement et électricité sans perdre dans ce processus les trois-quarts de la chaleur mise en jeu. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il faut tant d'eau pour refroidir les centrales.

Lorsque cette électricité est utilisée à des fins spécifiques, éclairage, moteurs, électrometallurgie, médecine, etc., très bien. Mais chauffer à l'électricité c'est-à-dire reconverter en chaleur le courant électrique produit en perdant les trois-quarts de la chaleur initiale, est soit stupide, soit malhonnête : en utilisant directement la chaleur mise en jeu dans les centrales, on chaufferait quatre fois plus. Supprimons le chauffage électrique, et nous avons assez de mégawatts électriques installés pour satisfaire à nos besoins et à la croissance économique jusqu'à l'an 2 000, comme l'ont démontré les économistes de l'Institut Juridique et Economique de Grenoble (IEJE).

D'ici 50 ans, en France, la terre tremblera comme à El Asnam

► Quels sont les problèmes soulevés par le choix des sites des futures centrales ?

En général se posent trois types de problèmes. D'abord, celui de l'emplacement des centrales dans des zones à haut risque sismique. Deuxièmement, celui de la pollution thermique des fleuves. Et troisièmement, mais cela n'est pas de ma compétence, celui de la possibilité de pollution par affluents radio-actifs en cas d'accident.

Comparée aux autres industries, l'industrie nucléaire est extrêmement sûre : elle est beaucoup moins polluante et moins meurtrière que l'industrie pétrochimique ou la construction entre autres. Cela est dû aux énormes précautions qui sont prises dans l'électronucléaire. Mais depuis que le CEA n'est plus le seul maître d'œuvre, que les filiales privées entrent en jeu, la sécurité décroît. Voyez La Hague. Mais même lorsque le maximum de sécurité est pris — et cela vaut pour toute activité humaine — des accidents se produisent. Dans le nucléaire il n'y a eu jusqu'à présent que des incidents, il est évident qu'un jour un accident majeur se produira.

► Selon *Le Monde*, on envisagerait de construire en Aquitaine une centrale sur

du sable. N'est-ce pas dangereux ?

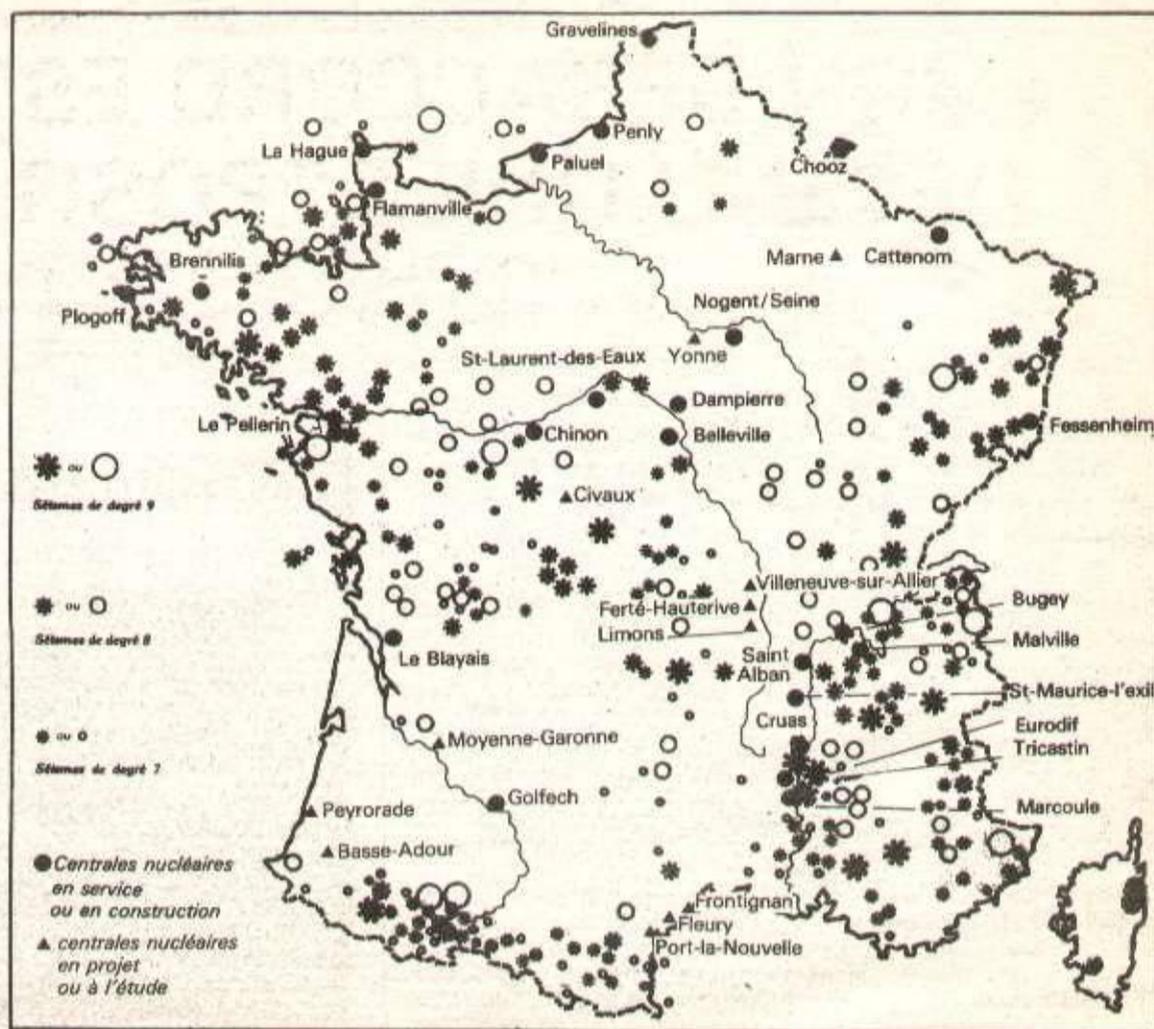
Du point de vue de la résistance aux séismes, le sable est un mauvais sous-bassement. En effet les ondes destructrices d'un tremblement de terre s'amplifient dans les sédiments meubles. Le meilleur sol, c'est le roc le plus dur qui soit. Donc construire une centrale nucléaire sur de l'argile ou sur du sable est à mes yeux condamnable.

► Trois sites ont été choisis en Auvergne : Villeneuve-sur-Allier, Ferté-Hauterive et Limons.

D'après la carte de la sismicité de la France rendue publique en mars 1979 par le BRGM, il y a eu deux séismes destructeurs dans cette région au cours des trois derniers siècles, donc il y en aura à coup sûr dans les siècles à venir. Il serait par conséquent criminel d'y implanter des centrales.

► En ce qui concerne les sites disposés au bord de la Méditerranée ?

Le bassin méditerranéen est une zone très sismique. Sa partie orientale surtout, mais malheureusement, bien que les chocs destructeurs y soient moins fréquents, sa moitié occidentale. Et



Cette carte établie par le BRGM signale les épicentres des séismes d'intensité VII-VIII et qui se sont produits en France depuis trois siècles.

Les étoiles signalent les épicentres que les historiens ont bien localisés. Les cercles montrent ceux dont ils sont sûrs, mais qu'ils n'ont pu localiser avec précision. On peut noter avec cette carte que la centrale de Tricastin, le centre de Marcoule, l'usine Eurodif, et celle de Pierrelatte... sont installées dans une région, au milieu de la vallée du Rhône, où se sont produits trois séismes en 1773, 1873 et 1934.

Certains tremblements de terre indiqués par de gros cercles ou de grosses étoiles ont probablement atteint le degré X sur l'échelle MSK.

Ce fut le cas en 1887 du séisme situé au nord-est de Nice. Par ailleurs, en 1909, un séisme dans la région d'Aix-en-Provence a atteint l'intensité IX. Comme l'indique Haroun Tazieff, un séisme de force II au 13^e siècle a entièrement détruit Avignon...

Nous avons ajouté à cette carte du BRGM les emplacements de centrales ou d'usines nucléaires.

Port-la Nouvelle, comme Vandielos en Espagne, se trouvent dans une région où s'est produit en 1428, un tremblement de terre plus violent que ceux qui viennent de ravager l'Italie et El Asnam. Ce séisme «de Prats de Mollo» (connu en Espagne sous le nom de séisme d'Olot) a détruit des maisons jusqu'à Bordeaux et au Puy-en-Velay situées à 300 kilomètres de l'épicentre. Toute la Catalogne espagnole a été gravement touchée. Quand un tremblement de terre de ce type se reproduira — et puisqu'il y en a eu un, il y en aura d'autres, et plus le dernier est loin derrière nous, plus le suivant se rapproche — ce sera la catastrophe.

Si une centrale est fracturée, elle peut, avec des produits de fission entraînés par le vent ou les eaux de pluie, polluer la région sur 100 kilomètres de rayon et la rendre inhabitable pour des milliers d'années.

► Les mises en garde à propos de la présence de centrales dans les régions à forte probabilité de séisme comme les vallées du Rhône et du Rhin, ont-elles été prises en compte ?

Depuis 1960, après ma longue enquête sur le terrible tremblement de terre de mai 1960 au Chili, je ne cesse de mettre en

garde les autorités sur les dangers d'un tremblement de terre destructeur dans l'hexagone. Il est tout-à-fait certain qu'il y aura en France, dans les cinquante années à venir, au moins un tremblement de terre aussi violent sinon plus que celui d'El Asnam. Pourquoi ?

Dans les cinq derniers siècles se sont produits deux douzaines de tremblement de terre destructeurs, il n'y a absolument aucune raison pour qu'il n'y en ait pas autant dans les cinq siècles à venir. Donc quatre en moyenne par siècle. Notre siècle n'en a encore connu qu'un, celui de Lambesc, entre Salon et Aix-en-Provence, en 1909. En dépit de cela, à ma connaissance, aucune mesure n'a été prise jusqu'à présent.

► Dans ces conditions, comment éviter la contamination après rupture des centrales ? Faut-il les neutraliser après leur période d'activité ?

Le démantèlement d'une centrale est supposé devoir coûter autant que sa construction, c'est-à-dire entre 3 et 3,5 milliards. Je ne vois pas qui prendrait en charge pareille dépense. Donc les centrales, à la fin de leur vie (25 à 30 ans), resteront imprégnées de radio-

activité redoutable pendant des siècles. Les séismes à venir, soit les détruiront, soit simplement les fissureront libérant ainsi les produits de fission à forte radio-activité.

A coup sûr, cela se produira pour Fessenheim, pour Port-la-Nouvelle, pour Creys-Malville et pour le Tricastin. Et cela d'ici quelques décennies. Le gouvernement, en construisant des centrales incapables de résister à un choc de force IX dans ces zones menacées, a sacrifié délibérément des régions entières.

► Pourquoi alors étiez-vous favorable au programme électronucléaire dans les années soixante ?

Sous de Gaulle, je n'avais pas pensé à ces dangers, car les centrales étaient implantées dans la vallée de la Loire, région que je croyais très peu sismique. S'il s'était agi des vallées du Rhône et du Rhin, j'aurais réagi. De plus le programme d'alors ne comportait qu'une demi-douzaine de centrales et ces unités étaient petites. Alors que maintenant nous allons vers les cent unités et des unités gigantesques. J'ai cessé d'être pronucléaire en 1974, après quelques semaines de réflexion, de lectures, d'enquêtes et de discussions.

Des intellectuels démissionnent du PCF

«MON DÉSACCORD EST MAINTENANT DEVENU UNE OPPOSITION GLOBALE»

Une interview d'Alexandre Boviatsis, ancien membre du comité de rédaction de *France Nouvelle*, ancien collaborateur du Comité central

Les rodomontades d'un Marchais en campagne ne sauraient faire illusion : la crise persiste bien à l'intérieur du PCF. Après avoir mené un combat interne depuis 1978, certains militants en viennent à estimer aujourd'hui que «le désaccord est global», et quittent les rangs d'un parti dans lequel ils militaient depuis des dizaines d'années parfois. Quelles sont les motivations de ces militants, quelle signification donnent-ils à leurs démissions, comment entendent-ils continuer le combat ? Alexandre Boviatsis l'un des 47 signataires d'un texte collectif de démission (voir le précédent numéro de PLS) répond ici à nos questions. Nous publierons d'autres interviews la semaine prochaine.

POURQUOI cette démission, annoncée publiquement en même temps que celle de 46 autres militants ?

Ma démission ne date pas d'aujourd'hui. C'était au début de 1980 que je n'ai pas repris ma carte, sans décider à l'époque de rendre ce geste public. C'est pour marquer à nouveau mon opposition que je me suis associé aujourd'hui à l'initiative d'autres camarades, comme Guillevic, Parmelin ou Pignon.

Mon désaccord initial, après mars 1978, était un désaccord sur les moyens, attribuant encore au parti communiste une vocation révolutionnaire dans la France d'aujourd'hui. Ce désaccord est maintenant devenu une opposition globale, et dans ces conditions je n'avais plus rien à faire au PC. Depuis, un certain nombre d'événements tels que l'attitude à l'égard de la Pologne, ou l'affaire de Vitry, m'ont confirmé dans cette opposition. Je considère que le PCF, dans son fonctionnement actuel, est devenu un des principaux facteurs de blocage de la situation politique.

► Vous avez pourtant mené un combat interne pendant deux ans...

Oui, mais j'ai perdu tout espoir en une transformation interne, en l'efficacité d'une contestation intérieure, en tout cas à mon échelle, et donc je m'en suis allé. Le combat interne ne peut avoir de sens que pour le jour où des événements d'ordre externe amèneront de tels bouleversements à l'intérieur du parti qu'il soit bon que des militants forment un recours. C'est en pensant à cela que des militants comme moi restaient.

Mais cette crise, ce n'est pas nous qui la provoquerons, et j'ai fini par estimer qu'on aboutissait

plus à cautionner la direction, en restant malgré tout, qu'on ne la gênait. La présence des communistes critiques finissait même par être un alibi démocratique pour la direction du parti. Ceci étant dit, on saura où se trouvent des gens comme moi si, un jour, des événements chamboulent assez la ligne générale pour provoquer une crise à l'intérieur du PC.

► Quels sont les événements susceptibles de provoquer de tels changements dans le PCF ?

La situation d'aujourd'hui se caractérise par une crise rampante, beaucoup plus grave que celles qui ont déjà été vécues par le PC. Je pense qu'un échec de Marchais aux prochaines élections serait sans nul doute un facteur d'accélération de cette crise. Et c'est pour cela que je souhaite un échec de Marchais, au nom même des idées du communisme, au nom de l'éventuel renouveau peut-être encore possible du PC.

Il est essentiel que «l'hypothèque Marchais» soit levée. Depuis trois ans, on assiste en effet à la mise en œuvre d'une politique qui nous ramène des années et des années en arrière, une politique qui est la résurgence de vieux réflexes dont on pensait qu'ils ne faisaient plus partie des termes de la lutte des communistes français. La seule manière d'y mettre un terme, c'est bien d'appeler à une sanction électorale précise de cette ligne. En ce sens, les communistes critiques qui n'appellent pas à battre Marchais ne prennent pas leurs responsabilités jusqu'au bout.

Il faut noter que dans la préparation de cette campagne électorale, ça marche assez mal pour Marchais. Pour mettre en place la ligne actuelle, la fraction qui a la prédominance sur la direction du parti s'est appuyée



Marchais en visite au laboratoire d'accélérateur linéaire de Saclay : les opérations séduction ne parviennent pas à masquer l'ampleur de la crise.

sur une composante sociologique du parti très précise, sensible à de vieux réflexes anti-électorales. C'est cette composante — survivance du mariage entre un certain anarcho-syndicalisme et le «stalinisme à la française» qu'a été le thozérisme — qui est aujourd'hui le fer de lance de la campagne Marchais. Or le thème même de l'élection est un de ceux auxquels cette composante est le moins sensible. Marchais scie donc la branche sur laquelle il est assis, et son score va s'en ressentir.

► N'y a-t-il pas une transformation progressive du PCF, les militants ayant adhéré sur la base de l'Union de la gauche s'en allant, tandis qu'une nouvelle base se recrée ?

Dans le texte collectif de démission, nous sommes essentiellement des militants qui avons roulé ces dernières années sur l'idée d'unité de la gauche. Pendant 10 ou 15 ans, plus parfois, nous avons bien installé en nous l'idée que rien ne peut se faire en France sans l'unité de la gauche, une unité conflictuelle, combative. D'où le désarroi formidable des cadres qui ont vu se défaire, en quelques mois, des choses pour lesquelles ils avaient combattu patiemment pendant 15 ans.

De fait, la période du programme commun a été celle d'une formidable poussée, avec

des illusions, certes, mais aussi de considérables acquis comme les municipalités gagnées à la gauche en 1977, qui auraient pu devenir un précieux instrument de transformation de la réalité française, gâchés de manière scandaleuse par les deux composantes de la gauche.

► Le 22ème Congrès a été le point d'orgue de cette politique ?

Le 22ème Congrès était très contradictoire. Il y avait le thème de l'ouverture et l'idée très positive de mise à jour et d'adaptation à la réalité française. Mais à côté de cela, il y avait l'abandon de la dictature du prolétariat, à mon avis positif, mais qui montrait cependant une désinvolture vis-à-vis de la théorie. Il y avait aussi un certain sens de l'activisme dans la lutte quotidienne qui peut être interprété d'une très bonne manière, à la manière gramsciste, comme la volonté de travailler au socialisme maintenant et d'investir cette société, mais qui peut aussi aller dans le sens d'un super-syndicat sans perspective de prise de pouvoir politique, ayant simplement un rôle de contestation intégré à la société capitaliste.

Depuis ce moment, le danger existe de voir le PCF se transformer en un gros parti réellement ouvrier, mais ne représentant qu'une fraction de la classe ouvrière, à l'exclusion de l'alliance avec d'autres couches. Un gros parti isolé, très attentif à se

propre préservation, un super syndicat très «national», parfaitement intégré à la société, derrière le masque d'un discours gauchiste. S'appuyant sur une certaine aristocratie ouvrière, française, installée, et sur une fraction proche du lumpen, très influençable, ce parti pourrait acquérir, de par son fonctionnement interne, des comportements dangereux. Ce serait la «doriotisation» du PCF. Vitry est inquiétant...

Si c'est vers cela qu'il s'orienterait, il faudrait souhaiter sa marginalisation. Mais il recèle aussi un formidable potentiel de compétences, de dévouements, d'investissements dans la société, qui fait qu'il garde encore des capacités progressistes et révolutionnaires et qui fait que rien n'est joué.

► Comment envisagez-vous le proche avenir ?

Je crois que tout est maintenant vécu dans l'optique présidentielle. Après, on verra bien si tous les militants du parti suivent aussi allègrement la direction actuelle. Je souhaite donc que soit combattue au maximum la ligne actuelle de la direction du PCF et que l'idée unitaire soit relancée par un score final le plus important possible de Mitterrand. Il faut faire en sorte que la possible victoire de Mitterrand soit due pour une large part à un électoralat de gauche et d'extrême gauche, et non pas simplement à une partie de la droite qui aurait basculé à gauche.

Parmi les arguments qui sont avancés par le PCF pour justifier sa campagne anti-immigré figure en bonne place les difficultés qu'occasionnerait une trop forte proportion d'enfants immigrés dans les classes.

Trop d'Arabes ou de Portugais, et c'est la baisse du niveau général, un environnement défavorable aux études et en fin de compte des retards scolaires dont pâtissent les jeunes Français... Les classes «poubelles» d'aujourd'hui, ce sont les classes d'immigrés.

Alors qu'en est-il ? Doit-on, à l'école comme dans les municipalités, imposer des quotas et régler ainsi le problème des rapports Français-immigrés sur le mode du rejet et de l'exclusion comme le propose le PCF ?

Ou au contraire, doit-on rechercher et promouvoir des solutions positives, passant par la définition d'objectifs de lutte communs, susceptibles de favoriser le dialogue entre les diverses communautés culturelles et de surmonter les handicaps ?

Et d'abord, quand on parle de jeunes immigrés, de quoi parle-t-on exactement ?

Car peut-on, comme le fait le PCF grossir démesurément le problème en faisant passer les enfants immigrés pour des analphabètes.

Nous publions aujourd'hui, pour ouvrir le débat, des interviews de deux enseignants, l'une d'Ivry, directrice d'école et militante du MRAP, et l'autre, instituteur à la cité Balzac à Vitry.

Propos recueillis
par Frédéric FERRER
ET NOTRE CORRESPONDANTE A VITRY

Le PCF et l'immigration Y A-T-IL UN SEUIL DE TOLERANCE A L'ECOLE ?



QUEL pourcentage d'enfants immigrés avez-vous dans votre école, et quels problèmes cela pose-t-il ?

Nous avons 58 % d'enfants immigrés en CM2, 60 % en CM1-CE2, 65 % en CE1, 70 % en CP. Il y a deux sortes d'immigration : maghrébine et en provenance des DOM-TOM.

Pour la première, il faut faire la différence entre familles installées depuis une dizaine d'années et celles qui arrivent. Ce qui nous amène à poser le problème différemment. En effet, les enfants de famille d'implantation ancienne — qui sont la très grande majorité — ont des problèmes de culture, mais ne sont pas plus en difficulté que des enfants français de milieu défavorisé. Ce qui est à remettre en cause, c'est la structure du quartier où ils habitent.

Pour ce qui est des enfants de familles venant des DOM-TOM, il faut savoir si on les considère réellement comme français ou comme «allogènes». Les difficultés qu'ils rencontrent ne sont généralement pas des problèmes de langue. Les Antillais parlent un français correct, les Réunionnais par contre parlent patois. Mais pour beaucoup d'entre eux, les mères vivent seules et ont un emploi de type agent hospitalier.

Il faut souligner que les pourcentages élevés d'enfants immi-

Jeanine Tripoteau,
directrice de l'école d'Ivry-Port, membre du MRAP

«Les efforts de notre école ont permis l'insertion des enfants et des familles»

grés dans les classes ne sont pas dus à de nouvelles arrivées de familles immigrées, mais au taux élevé de fécondité de ces fami-

les. En effet le nombre moyen d'enfants par famille française est de 1,4. Or il y a eu en dix ans augmentation de 2 000 habi-

tants sur Ivry : la relève est assurée par les immigrés.

► Les enfants posant de



gros problèmes sont donc les enfants arrivant de pays étrangers et ne parlant pas français. Qu'y a-t-il de fait pour eux ?

Dans notre école, comme dans les autres groupes scolaires comportant une certaine proportion d'enfants immigrés, a été ouverte une classe d'initiation réservée aux enfants ne parlant pas français. Ces classes ont souvent la réputation de classe ghettos. Tout dépend en fait de leur insertion dans l'école et des contacts établis entre les différents instituteurs.

Les gamins sortis de ces classes s'insèrent bien s'ils sont restés assez longtemps. Sinon, arrivés en CM1, ceux qui ont fait de courts stages rechutent souvent, car, ils se heurtent à des problèmes de grammaire. Le maître de la classe et celui de la classe d'accueil doivent travailler ensemble étroitement pour définir le moment de la sortie de la classe d'initiation, et repérer les besoins de «reprise» ou de soutien.

Il faudrait en fait une approche plus fine des enfants. L'accueil est très important pour des enfants qui n'ont jamais été scolarisés. Mais si l'objectif doit être que l'enfant «parle bien français», il faudrait qu'il soit suivi de classe en classe et qu'il bénéficie d'un soutien réel. Il n'y a pas de ce côté là d'handicap ma-

jeur : on peut noter que les enfants sortant de la classe d'initiation parlent souvent mieux le français que des enfants de milieu défavorisé.

Tout dépend ici des structures mises à la disposition des enseignants. D'une part, créer des postes là où il y a nécessité, d'autre part former un personnel spécialisé et en tout cas dans l'immédiat satisfaire les demandes des maîtres non-titulaires de rester dans ces classes lorsqu'ils le désirent et s'il y a demande du conseil des maîtres.

► **Avez-vous tenté de développer sur votre école des expériences originales, visant à une meilleure insertion des enfants immigrés et de leurs familles ?**

Oui, nous avons organisé des cours de français en direction des mères de familles maghrébines ou autres. Tout d'abord ces cours, il y a onze ans de cela et pour une durée d'un an, ont été pris en charge par une amicale d'enseignement pour étrangers qui était un organisme officiel. C'était une enseignante rétribuée qui avait la charge des cours. Puis l'Amicale s'est dissoute : le personnel employé étant non titulaire a été éliminé jusqu'à dissolution. La prise en charge a donc cessé et ce sont les parents d'élèves qui ont assuré la suite, ainsi qu'une collègue honoraire qui a travaillé bénévolement pendant huit ans. Ces cours pour femmes immigrées étaient donnés deux fois par semaine, avec 20 à 26 personnes qui y venaient. Cette expérience a duré onze ans et cela sans aucune aide (ni de la Municipalité, ni d'autre administration) pas plus que de considération.

Depuis le milieu de la précédente année scolaire, les cours ont été assurés avec le concours de l'AEFTI (Association pour l'Enseignement du Français aux Travailleurs Immigrés) : deux cours d'alphabétisation, plus un cours d'arabe pour femmes, un cours de soutien scolaire pour lycéens et collégiens.

Une demande s'étant fait connaître, nous cherchons un professeur de maths et physique. Nous tenons à ces cours car il y a réduction du nombre d'immigrés au fur et à mesure du cursus scolaire. Ces cours de soutien permettent de lutter contre cela.

A partir de 1976, nous avons aussi participé à une expérience européenne : des cours de langue italienne et serbo-croate dispensés six heures par semaine. Le professeur assurant les cours intervient dans les classes pour une mise en valeur de la culture des enfants étrangers (montages-diapos, films...)

Cette démarche commence à être mise en place pour le portugais : un cours dans l'école assuré par un professeur rétribué par l'ambassade a été obtenu l'année dernière après plusieurs années de démarches.

► **Quels résultats ont donné les cours en direction des femmes immigrées ?**

Roger Denis, instituteur au groupe Anatole France à la cité Balzac de Vitry «Avant, j'enseignais à Brest dans une ZUP. Il n'y avait pas d'immigrés, mais les mêmes difficultés».

QUEL pourcentage d'enfants d'immigrés y a-t-il dans ton école ?

60 %. Mais, tu sais, tu aperçois qu'ils sont immigrés parce qu'ils ne s'appellent pas Michel Dupont. Beaucoup sont nés à Vitry, à Choisy... et ont d'ailleurs la double nationalité.

Dans ma classe, sur 23 élèves, il y a 9 Arabes, 3 Portugais, 2 Italiens. Je peux les décompter parce que depuis quatre ans, il y a une expérience de «cours intégrés» dans mon école.

► **Est-ce que cela pose des problèmes particuliers ?**

Ça fait onze ans que je suis à Vitry. Avant j'enseignais à Brest, dans une ZUP. A l'époque, là-bas, il n'y avait pas d'immigrés. Eh bien ! j'avais le même genre de difficultés : des gosses complètement déracinés, intoxiqués par la télé, qui ne lisent pas. Mes élèves étaient tous des enfants d'ouvriers du port ou des gens de condition très modeste : le père ne lit pas de journaux, ou seulement pour le tiercé, alors les gosses n'ont pas le goût de la lecture...

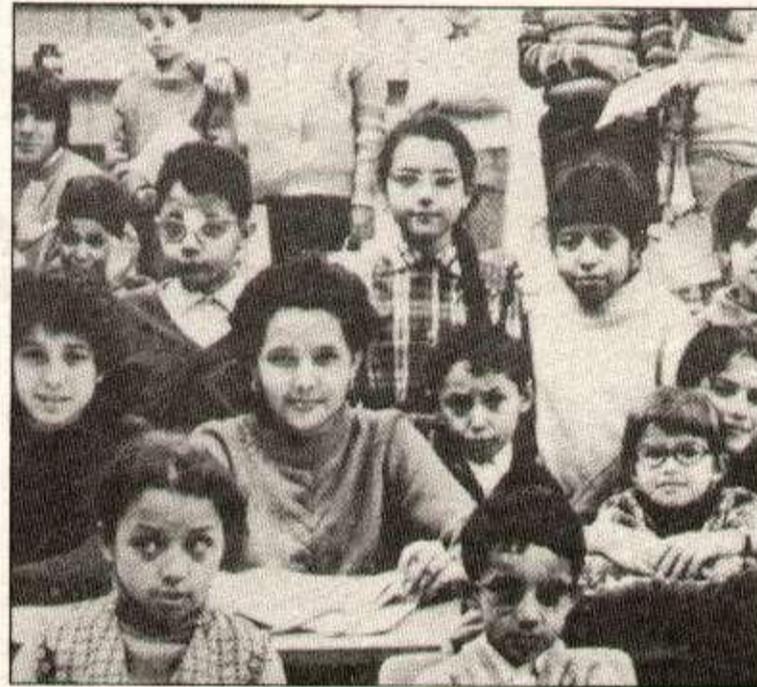
Dans ces conditions, apprendre à lire, ça devient une tâche gigantesque.

Je pense que la différence ne passe pas par le fait d'être étranger ou non mais pas l'appartenance à un milieu socio-culturel.

A l'école Henri Wallon, dans une zone pavillonnaire où on trouve des couches sociales relativement favorisées, les gosses apprennent à lire plus facilement. fréquemment ils savent lire au bout de trois mois.

► **Tu as parlé de «cours intégrés». De quoi s'agit-il ?**

Auparavant, il y avait dans notre école trois classes d'étrangers, destinées à scolariser rapi-



dement en français les enfants de familles immigrées qui arrivaient.

Puis avec l'arrêt de l'immigration, il y a eu de moins en moins d'enfants concernés et on a remplacé ces classes par des cours intégrés destinés aux enfants de la deuxième génération, pour qu'ils apprennent la langue de leur pays d'origine.

Les cours ont lieu l'après-midi, à la place des matières d'éveil. Ce sont quatre heures d'arabe, trois heures de portugais, deux heures d'italien par semaine, par leçons d'une heure chacune. Ils sont financés par l'Amicale des Algériens en Europe, l'ambassade du Portugal et la Communauté Européenne, respectivement.

Ils permettent aux enfants de garder contact avec leur culture nationale.

► **Est-ce que ça a une influence positive sur leur apprentissage de français ?**

Mais ces gosses, quand ils arrivent à l'école savent déjà

parler français. Un français pauvre, bien sûr, mais pas plus pauvre que celui des autres gosses de même milieu. Pour te donner une idée des difficultés, quand tu fais une leçon de vocabulaire, il faut expliquer le mot «maroquinerie», parce que les gosses n'en ont jamais vu. A la cité où ils habitent, à Balzac, un sac de pomme de terre ou un balai de crin, n'importe quoi, ça s'achète chez le même commerçant. Le gosse de Belleville, où il y a toutes sortes de boutiques, vit dans un milieu culturellement plus stimulant. Balzac, c'est un milieu très pauvre.

► **As-tu des parents qui se plaignent qu'il y a trop d'immigrés et qui voient là la cause des retards scolaires ?**

Il n'y a pas trop de frictions, bien que j'en ai eu les années précédentes.

Mais c'est la doctrine officielle des parents d'élèves et de la CNL, deux associations qui sont dirigées un peu par la même équipe de gens, tous au PCF.

La présence a toujours été importante et régulière. Il y avait bien sûr des interruptions de temps en temps dans leur participation : accouchement, maladie... La «classe des mamans» est vite devenue une institution dans l'école. Les mères s'y sont trouvées de plus en plus à l'aise. Alors qu'habituellement, elles se sentaient étrangères et en état d'infériorité dans l'école. Elles y venaient avec le plein accord de leurs maris qui les accompagnaient pour la présentation et l'inscription.

Elles n'y venaient pas dans le but seulement d'apprendre le français, mais aussi de pouvoir

rencontrer d'autres gens et d'y dialoguer. Elles y acquéraient une confiance en elles et un lien avec la société française. D'autre part, les enfants qui auparavant refusaient aux institutrices de rencontrer leurs mères changeaient d'attitude. Cette insertion des mères dans l'école facilitait le contact et la compréhension entre les enseignants et les familles dans le cas d'enfants en difficulté.

► **Où en sont les relations avec la Municipalité ?**

Comme je vous l'ai dit, elle

nous ignore. Ce que nous aimerions c'est que la commission municipale de l'immigration qui existe depuis plusieurs législatures fonctionne réellement et de façon démocratique. C'est-à-dire avec la participation des organismes travaillant sur le terrain.

Il serait souhaitable également que les différentes organisations d'immigrés ou s'intéressant au problème de l'immigration (MRAP, CIMADE, AEFTI) disposent d'un local (qui ne peut être l'école). Les subventions seraient les bienvenues. On peut noter que le MRAP vient d'obtenir un local de la Municipalité.

Il serait également souhaitable

Ils appartiennent à une couche sociale un peu plus élevée que les résidents moyens de la cité. Ils n'habitent d'ailleurs pas en HLM, mais dans une basse catégorie ILN ou assimilée, rue Voltaire. La différence se voit entre autre au travers des enfants. Le mercredi, ils ne vont pas au centre de loisirs mais suivent d'autres activités organisés par la Municipalité : la danse, la musique, des trucs payants, même assez chez.

Ils ont l'impression de devenir une sorte d'élite.

En fait le quartier Balzac leur est étranger. Il est vrai que dans l'ensemble de la cité, il y a des va-et-vient constants de gens qui déménagent.

Actuellement la Municipalité démolit une cité SONCOTRA à cause de sa vétusté. Aucun relogement ne se fait à Vitry, afin d'«équilibrer les nationalités». Comme vivent dans cette cité beaucoup de familles nombreuses, cela fait baisser le nombre d'enfants dans nos classes et bientôt on n'aura plus de professeur de portugais. Les mêmes parents qui applaudissent à cette politique sont prêts à occuper l'école contre la moindre fermeture de classe.

Ceci dit, les attaques racistes les plus dures ne viennent pas de la population mais de la Municipalité et du PCF. C'est eux qui, les premiers, ont dit qu'il y avait trop d'immigrés à Vitry.

A propos de la SEMIDEP, qui est une société de HLM de la ville de Paris, ils accusent Chirac de remplir ces logements d'immigrés et veulent installer de «vrais vitriots» à leur place. Mais ils ne leur vient pas à l'esprit que parmi ceux qu'ils veulent envoyer ailleurs, il y en a qui sont vitriots depuis plus de dix ans.

Ils disent qu'outre les retards scolaires, les enfants d'immigrés leur coûtent cher. Ce n'est pas si sûr. Beaucoup de mères immigrées ne travaillent pas. Leurs enfants ne vont pas à la cantine et le mercredi, elles gardent tout une bande de gosses qui ne vont pas au centre de loisirs. ■

que s'organise un contact entre ces organisations et l'Union locale des parents d'élèves. Il ne suffit pas de réprover le racisme, il faut le combattre.

Les diverses actions menées dans l'école nous ont montré que des structures permettant le dialogue entre Français et immigrés faisaient reculer le racisme.

Si les efforts de notre école ont permis l'insertion de familles et des enfants au niveau de l'école et du quartier, on constate que l'épanouissement réel des immigrés réclame une insertion réelle au niveau de la ville elle-même... ■

Cette rubrique est destinée à recevoir les points de vue et les contributions, concernant les nouvelles orientations du Parti. Ce sont des camarades qui s'y expriment et non encore le Parti lui-même, dont le IV^e Congrès délimitera le contenu exact de ces nouvelles orientations. C'est donc dans ce cadre que nous commençons la publication d'une série d'articles de Max Cluzot.

POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS?

Depuis mai 1980, le PCR s'est engagé dans de nouvelles orientations. Mais quels sont le sens, la portée, l'origine de ces nouvelles orientations? Quelles transformations apportent-elles à la définition du Parti, quelles perspectives lui ouvrent-elles?

Les réflexions qui suivent ont pour objet d'indiquer en quoi elles constituent à la fois une continuité dans l'effort d'édification d'une force révolutionnaire dans notre pays en

même temps qu'un très réel et très profond renouvellement des fondements politiques et de la démarche d'édification du Parti.

Au risque de lasser le lecteur, il ne semble pas possible d'aller plus avant dans l'examen des nouvelles orientations du PCR sans rappeler de manière nécessairement schématique et sans doute partiellement unilatérale, ce qu'étaient les anciennes, ou plus exactement les fondements de ces orientations antérieures.

I- La définition marxiste-léniniste (I)

CETTE définition ne signifie pas simplement référence de principe à Marx, Engels et Lénine. Elle est en même temps implication dans une tradition et dans une continuité historique du mouvement ouvrier et démarcation par rapport à une interprétation théorique et pratique du marxisme-léninisme qu'elle condamne et combat : le révisionnisme. Marxisme-léninisme et antirévionisme sont une seule et même chose, et cette contradiction est actualisée par la scission qui se produit au sein du Mouvement Communiste International dans les années soixante. D'un côté le parti soviétique et la majorité des partis communistes, de l'autre les partis chinois, albanais et quelques autres, ainsi que des regroupements de militants, qui refusant l'orientation imposée par Khrouchtchev à la tête du PCUS, sont exclus ou quittent les partis qui s'alignent sur les positions soviétiques. Entre les deux, quelques partis ne s'impliquent pas dans ce débat, comme le parti coréen par exemple.

Marxisme-léninisme et antirévionisme

Ainsi se fait jour un mouvement marxiste-léniniste, opposé au révisionnisme soviétique, dont le caractère composite va s'accroître avec l'apparition de formations qui, à la fin des années soixante, et sans avoir été partie prenante du processus de scission au sein du Mouvement Communiste International, vont se déterminer par rapport aux expériences socialistes chinoise ou albanaise, notamment par rapport à la Révolution culturelle en Chine. Ces formations vont du même coup, et a posteriori, tenter de s'assimiler l'histoire antérieure du Mouvement Communiste. Le PCR se formera avec des strates militantes qui ont connu ces deux types d'expérience.

La référence au marxisme-léninisme qui rassemble ce système de partis dirigeant des Etats socialistes, de partis et d'organisations tentant d'accroître leur influence — initialement très limitée (à quelques exceptions près) — est le lien le plus important, en l'absence de toute liaison organique entre ces partis et formations.

La définition du révisionnisme au cours du débat sur la ligne générale du Mouvement Communiste International

Or, cette référence n'est pas aussi simple qu'il peut y paraître à première vue. En quoi consiste-t-elle?

D'abord, dans l'insertion dans une tradition théorique, politique et historique, qui est celle du Mouvement Communiste International, tel qu'il s'est formé avec la III^e Internationale et poursuivi après la disparition de celle-ci jusqu'à la scission des années soixante.

Le marxisme-léninisme, c'est-à-dire les enseignements retenus de Marx, Engels et Lénine, est celui que la III^e Internationale a délimité, interprété et mis en pratique.

Ensuite, dans la convergence sur une définition du révisionnisme, c'est-à-dire des modalités de transgression des principes marxistes-léninistes, des acteurs responsables de cette transgression et du moment de cette transgression. Le révisionnisme moderne, pour le distinguer de l'ancien, qui s'était fait jour dans la II^e Internationale, se marque par les propositions de passage pacifique au socialisme (contre la thèse de destruction par la violence de l'ancien appareil d'Etat bourgeois), de coexistence pacifique avec l'impérialisme, comme ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes et ligne générale du Mouvement Communiste International (contre l'affirmation que si la coexistence pacifique caractérise bien l'attitude des pays socialistes dans les relations internationales, elle n'est pas la ligne générale de la politique extérieure de ces pays, cette ligne générale étant fondée sur le principe de l'internationalisme prolétarien; et que la coexistence pacifique ne saurait être étendue aux partis communistes, aux classes exploitées et aux peuples opprimés qui doivent faire leur révolution), de compétition pacifique avec l'impérialisme, d'Etat du peuple tout entier et de parti du peuple tout entier

(contre l'affirmation que la lutte des classes se poursuit sous le socialisme et qu'il faut mener la révolution jusqu'au bout, donc maintenir la dictature du prolétariat). L'essence du révisionnisme moderne s'exprime donc dans ces trois « pacifiques » et ces deux « entiers » : passage pacifique au socialisme, coexistence pacifique étendue, compétition pacifique, Etat et parti du peuple tout entier.

L'acteur essentiel de cette transgression des principes marxistes-léninistes est bien entendu le Parti Communiste d'Union soviétique, sous la direction de Khrouchtchev et le moment où commence cette transgression est nettement situé en 1956, au moment où se réunit le XX^e Congrès du PCUS, le congrès de la destalinisation.

C'est cette définition du révisionnisme moderne, apparue au cours du débat sur la ligne générale du Mouvement Communiste International qui organise la convergence politique du mouvement marxiste-léniniste, en même temps que l'affirmation positive du maintien des principes marxistes-léninistes définis et retenus jusque là par le Mouvement Communiste International.

Mieux cerner la réalité du phénomène révisionniste

Or, cette double délimitation, par la critique du révisionnisme, et la fidélité à la tradition du Mouvement Communiste International, si elle situe nettement les camps en présence, laisse néanmoins de côté tout un ensemble de problèmes, qui progressivement vont se faire jour avec plus d'insistance et de nécessité. Elle marquera ses limites, ses ambiguïtés, et dans une certaine mesure, elle aura pour fonction d'occulter, en incitant à les considérer comme résolus, de sérieuses questions que la pratique révolutionnaire elle-même, viendra à poser. Beaucoup de facteurs appellent, aujourd'hui, une redéfinition de la référence marxiste-léniniste, qui ne saurait demeurer ce qu'elle était il y a une quinzaine d'années. Examinons pourquoi.

D'abord, parce que la thèse du Mouvement Communiste International, agissant pour l'essentiel, dans une perspective de transformation

révolutionnaire et en conformité avec les enseignements du marxisme-léninisme jusqu'en 1956, date de l'apparition d'un fort courant révisionniste qui organisera sa division et sa régression, cette thèse-là pose problème.

Il va de soi qu'il ne s'agit pas d'engager là un débat sur la datation même du phénomène révisionniste, mais plutôt de mieux cerner sa réalité. En effet, quels sont les facteurs qui produisent cette déviation révisionniste, quel est le processus qui conduit l'URSS à se transformer en un pays capitaliste et les partis communistes en partis bourgeois? Cette explication n'est pas produite dans la critique du révisionnisme telle qu'elle s'énonce dans les textes des années soixante.

On ne voit pas, en dehors d'une trahison soudaine de l'essentiel du personnel dirigeant, le processus concret de cette transformation. Et, puisque l'acteur essentiel en est l'Union soviétique, l'affaire se complique, quand dans le même temps, on tire, de la période précédente, marquée par la direction de Staline, un bilan globalement positif et qu'on renvoie à la sagacité des peuples soviétiques pour une analyse plus approfondie de ses mérites et de ses erreurs.

Dans bien des cas, la continuité l'emporte sur la rupture

Or la continuité semble dans bien des cas l'emporter sur la rupture, surtout si l'on examine, non seulement le cas de l'Union soviétique, mais celui des partis communistes. S'agissant du PCF par exemple, les années soixante ne marquent pas à l'évidence une transformation brutale dans la ligne et dans la définition de ce parti. Il n'y a pas un « avant » révolutionnaire et marxiste-léniniste et un « après » révisionniste; en emboîtant le pas à Khrouchtchev, le PCF poursuit la même orientation, dont les traits fondamentaux se sont formés plusieurs dizaines d'années auparavant et dont la critique générale du révisionnisme ne rend que très partiellement compte. Du moins, cette critique apparaît-elle comme une forme de systématisation de manifestations diverses apparues de

puis longtemps, à la fin de la guerre, pendant la guerre d'Algérie, voire à l'occasion du Front Populaire. Il est significatif de constater que les marxistes-léninistes en France ont eu bien du mal à s'accorder sur le moment où le PCF cesse d'être un parti révolutionnaire. En tout état de cause, l'interview de Thorez au Times ne date pas de 1963.

Les facteurs d'unité et de cohésion de l'identité marxiste-léniniste

Aussi, la critique du révisionnisme moderne et l'identité politique, marxiste-léniniste, qui se délimite dans cette critique, sont à la fois l'expression d'une réelle communauté politique dont les axes essentiels sont bien délimités, et le lieu d'une convergence de motivations et de réalités politiques plus hétérogènes.

Les facteurs d'unité et de cohésion sont le rejet de la politique de compromis et de coopération avancée avec les USA dans laquelle se lance la direction khrouchtchévienne du PCUS, le refus de voir les luttes de libération nationale, qui sont alors en plein essor, assujetties à cette politique, bref l'établissement d'un statu quo mondial sous la houlette des USA et de l'URSS, mais aussi, le refus des pressions croissantes du PCUS, pour, dans la mise en œuvre de cette politique, renforcer le contrôle de l'URSS sur les autres pays socialistes et pousser plus avant la division internationale du travail.

Ce sont également le rejet de la condamnation de Staline par le XX^e Congrès du PCUS, mais qui, ne l'oublions pas, s'est effectuée sept ans plus tôt, en 1956 — il s'agit donc d'une protestation différée — condamnation qui est interprétée comme, à la fois une réécriture simpliste, idéaliste et fautive de l'histoire, dont le fil tiendrait tout entier dans la volonté d'un chef et une remise en cause globale de l'ensemble des luttes du Mouvement Communiste International, dans la période où celui-ci était dirigé par Staline.

L'idée complémentaire, en quelque sorte, qui vient accompagner cette constatation du caractère opportuniste de la politique internationale de l'URSS est qu'elle doit nécessairement correspondre à une politique opportuniste dans l'édification socialiste interne. Aussi, à la dénonciation des thèses khrouchtchéviennes du parti de l'Etat du peuple tout entier vient s'ajouter la mise en avant d'une étude de cas particulièrement significative à cet égard : le cas de la Yougoslavie, qui

a noué très tôt des liens avec les Etats-Unis, après sa condamnation par le Mouvement Communiste International et qui a, dans le même temps, abandonné au profit de l'autogestion toute référence à la dictature du prolétariat.

La Yougoslavie semble préfigurer l'évolution dans laquelle s'engage l'Union soviétique, elle est considérée comme anticipatrice de cette évolution. Refus de l'abdication khrouchtchévienne dans la lutte contre l'impérialisme et des conséquences qui en découlent, refus des termes de la condamnation de Staline, rejet d'une transformation de la dictature du prolétariat : tels sont, trop partiellement et trop rapidement esquissés, les axes essentiels de la critique du révisionnisme moderne qui structurent la communauté politique marxiste-léniniste.

Une convergence de plusieurs démarches simultanées

Mais la détermination en positif de l'identité politique de cette communauté ne peut entièrement résulter, dialectiquement en quelque sorte, de cette critique.

Hors le fait que le processus de formation du révisionnisme n'est pas compris dans l'énoncé de cette critique, plusieurs lectures du phénomène vont se faire jour, apportant au courant marxiste-léniniste une certaine diversité, mais aussi une certaine fragilité dont attesteront ses recompositions successives (Révolution culturelle, rupture sino-albanaise...).

Aussi peut-on envisager la référence au « marxisme-léninisme » comme une convergence de plusieurs démarches politiques simultanées, dont la réunion résulte moins d'une cohérence théorique interne que d'un ensemble de facteurs historiques propices à ce rassemblement. Ces facteurs historiques sont figurés, dans la seconde moitié des années soixante, par le puissant essor des luttes de libération nationale et la montée des luttes populaires et ouvrières dans les pays capitalistes, qui viennent apporter un démenti concret aux thèses khrouchtchéviennes et interpellent fortement les partis révisionnistes.

Ce nouveau cours des luttes des peuples, qui avancent concrètement en disputant, à l'impérialisme et à la bourgeoisie, leurs victoires, va permettre que se rejoignent, dans la prise en compte de leur portée révolutionnaire différentes approches du marxisme-léninisme.

Une approche par la tradition renouée : elle est surtout représen-

tative des positions albanaises, pour qui tout se résume, dans la critique du révisionnisme, à la question de la succession de Staline. Renouer avec les principes et les politiques qui ont prévalu dans le Mouvement Communiste International jusqu'en 1953, tel est l'essentiel, même si, concrètement, la politique d'édification socialiste conduite en Albanie peut valoir, comme lecture critique de plusieurs aspects significatifs du système stalinien.

Une variante de cette approche consiste dans la prise en compte des éléments d'opportunisme apparus plus avant dans la politique de différents partis communistes et dans la reconstitution d'une tradition, pur être de raison, formée par la combinaison des différents épisodes jugés positifs de l'histoire de ces partis — en rejetant tous les épisodes jugés négatifs. C'est l'approche par la tradition reconstituée.

Une approche par la problématique de la reconstruction : considérant que les partis révisionnistes sont à jamais devenus des partis bourgeois, l'effort essentiel à déployer consiste dans la construction de nouveaux partis communistes, dans les termes où Lénine a entrepris la construction du parti bolchévique; il s'agit de refaire l'ouvrage mal conçu; de reconstruire l'édifice qui s'est effondré, en repensant plus solidement ses fondations. On en revient d'une part au corps de principes à appliquer pour y parvenir, d'autre part on considère l'histoire des partis révisionnistes comme autant de manquements et de transgressions de ces principes, comme la logique normale découlant des vices de forme initiaux. Le demi-siècle qui sépare ces deux moments, celui de la première construction et celui de la reconstruction projetée, ne pèse pas lourd.

Une approche intellectuelle, par la lecture, la relecture, la redécouverte des œuvres essentielles du marxisme, qui tend à en délimiter le substrat scientifique de manière à permettre, sur fond de bataille philosophique, de repérer les interprétations déviantes, les travestissements idéologiques, les glissements humanistes, considérés comme la clef du phénomène révisionniste.

Une approche, enfin, fondamentale, sans laquelle, la référence marxiste-léniniste n'aurait eu guère de consistance, ni de rôle historique, l'approche maoïste.

Une approche fondamentale, l'approche maoïste

A l'époque où s'engage le débat au sein du Mouvement Communiste International, il n'est encore question que de maintien ou de transgression de l'héritage marxiste-léniniste, il n'est pas encore question des développements que la pratique concrète de la révolution a apporté au marxisme-léninisme, y compris contre certaines conceptions et cer-

tains dogmes que la pratique révolutionnaire a modifiés et corrigés. Or ces développements, ces corrections, ces enrichissements sont, pour l'essentiel, le fait de la Révolution chinoise et de Mao Zedong. Ce n'est qu'avec le déclenchement de la Révolution culturelle que la défense du marxisme-léninisme se développera en conception offensive par l'apport du maoïsme. Dans les trois années qui séparent l'ouverture du grand débat dans le MCI et le début de la Révolution culturelle, l'ambiguïté demeure sur ce dont il est question, quant au fond, dans la critique du révisionnisme, dans la défense du marxisme-léninisme; simple défense d'acquis antérieurs ou développement de ces acquis. La situation intérieure du Parti Communiste Chinois explique, pour partie, cette ambiguïté. Mais le déclenchement de la Révolution culturelle apporte deux modifications essentielles, que ne peuvent effacer les dérapages qui surviendront dans le cours de cette révolution : ces deux modifications sont, d'une part, la large diffusion, malgré la caricature du petit livre rouge, des principaux textes de Mao Zedong, et d'autre part, le pouvoir explicatif, par lui-même, du mouvement engagé.

Il faut bien se représenter, ce qui n'est pas simple aujourd'hui, à quel point la Révolution culturelle a pu donner force et consistance à la critique du révisionnisme.

Elle a constitué un véritable substitut à une interprétation explicite du phénomène de dégénérescence des Etats socialistes et tout particulièrement de l'Union soviétique, qui faisait terriblement défaut au courant marxiste-léniniste, et l'enthousiasme qu'elle a suscité bien au-delà des rangs communistes s'explique en bonne part par là. L'illustration qu'elle a procuré de la poursuite de la lutte des classes, des enjeux de cette lutte et des acteurs de cette lutte sous le socialisme est apparue, incontestablement, comme une lecture en creux de la principale énigme que l'histoire proposait à propos du socialisme : celle de sa dégénérescence. Enfin le mal était cerné, et l'élan révolutionnaire ne se heurtait plus au butoir des lendemains qui déchantent. Quelles que soient les péripéties qui sont apparues dans le cours de cette révolution, on ne peut empêcher cette constatation : la Révolution culturelle a permis que le courant révolutionnaire se redécouvre une perspective et un avenir, et, tout en mesurant bien ce que cette représentation externe peut avoir de distance avec le processus concret engagé en Chine et ses dérapages, il est bien clair que, à moins de parier sur une hallucination collective, assez inédite dans l'histoire, quelque chose se passait, qui donnait substance à cette dynamique retrouvée, à cette remobilisation révolutionnaire.

(A suivre)

Max CLUZOT

APRES LE PROCES DE PEKIN

Le tribunal chargé de juger en République Populaire de Chine dix anciens responsables du Parti Communiste et de l'Etat, vient de rendre son verdict. Par le grand retentissement donné à Pékin, à ce procès et à son déroulement, par les peines spectaculaires infligées à Jiang Qing et Zhang Chunqiao, deux hauts dirigeants de la période de la Révolution culturelle, ce verdict nous interpelle publiquement, et d'une double manière.

D'une part parce que nombreux sont ceux — et c'est une des originalités de notre courant politique — qui avaient puisé dans le déclenchement de la révolution culturelle, dans ses objectifs, dans la lutte contre les dangers de restauration du capitalisme, dans la lutte pour la réduction des écarts, l'importante conviction qu'il se déroulait en Chine quelque chose de puissamment novateur, et que le mouvement impulsé par le Parti Communiste Chinois et son président Mao Zedong, était porteur d'un renouvellement qui allait bien au-delà de la Chine et était capable d'enrayer le défaitisme et le renoncement qui pesait à l'époque sur le mouvement ouvrier international et se marquait notamment à l'Est par l'apparition en URSS et dans d'autres pays de toute une série de traits similaires à ceux du capitalisme, et à l'Ouest par le renoncement avoué par les Partis Communistes d'Europe de l'Ouest de toute préparation à la révolution. D'autre part, parce que les exigences profondes de notre peuple d'une société rompant radicalement avec le capitalisme, mais aussi avec les erreurs, voire les perversions qui ont marqué les premières sociétés socialistes, renforcent pour les révolutionnaires français l'urgente nécessité de réfléchir concrètement au système politique et juridique du socialisme pour garantir la cohésion d'une telle société, prévenir les régressions tout en empêchant les dérapages.

Un premier point interroge, c'est le recours à un procès pour sanctionner des dirigeants politiques d'un Etat socialiste, au terme d'une lutte politique où ils ont été battus. Certains précédents, comme le procès de Moscou du milieu des années 30, ou ceux des démocraties populaires d'Europe de l'Est du début des années 50, sont à la source de cette interrogation : quoi de commun entre un acte juridique et le fait de profiter de la défaite politique d'un adversaire pour le faire condamner par un tribunal au nom de l'orientation politique

qu'il suivait ? Si cette interrogation vaut à notre sens, elle doit être assortie des remarques suivantes. Il ne saurait y avoir au regard de la loi socialiste, deux types de coupables, ceux qui, sans responsabilité politique, doivent répondre de leurs délits devant un tribunal, ceux qui parce qu'ils ont, ou ont eu, des responsabilités politiques échapperaient à cette procédure, et n'auraient en fin de compte à ne rendre des comptes que devant l'histoire. La conception du socialisme que nous avons ne saurait s'accommoder d'une telle différenciation, qui permettrait finalement aux dirigeants politiques d'échapper à la conséquence de leurs actes, les laissant se réfugier derrière l'intention politique, derrière l'orientation suivie pour refuser de rendre des comptes sur les conséquences directes de ces orientations. Finalement, deux délits identiques du point de vue du préjudice causé à des personnes ou à la collectivité se trouveraient assortis de sanctions au cas où il serait commis par un élément du peuple sans responsabilité politique, et simplement de la perte du mandat pour des responsables politiques. Cela ne saurait évidemment être notre conception, et donc pour cette raison il nous semble que l'on ne peut récuser a priori le recours à un procès pour juger des conséquences des actes de dirigeants politiques d'un Etat socialiste.

Mais si on ne peut récuser a priori le recours à de tels procès, il nous semble que pour ne pas être formel, pour ne pas constituer seulement une revanche de vainqueurs sur les vaincus, formalisée et aggravée par une sanction juridique, un tel acte juridique doit obéir au moins à deux conditions. D'une part il ne saurait porter sur l'orientation politique elle-même suivie par des dirigeants, car on voit mal comment des lois pourraient codifier ce qui est un délit et ce qui ne l'est pas en matière d'orientation politique. D'autre part, le niveau juridique, en tant que tel doit disposer d'un certain

degré d'autonomie par rapport au politique et non se trouver complètement dissous dans le politique, complètement dépendant du pouvoir politique.

A la lumière de ces éléments, il nous semble que le procès qui vient de se clore à Pékin présente dans la décision de le tenir, dans son déroulement, dans son verdict enfin, plusieurs aspects. D'abord après une période, celle de la révolution culturelle, où la dissolution du juridique dans le politique était assez nettement revendiquée, où la spécificité du juridique, comme du scientifique ou du technique, se trouvait niée au nom de sa dépendance vis-à-vis du politique, s'est trouvé fondée, ou refondée, par un acte politique, l'existence autonome du niveau juridique. En ce sens ce procès affirmait ses différences avec les procès de Moscou par exemple. Ainsi avait-il été annoncé que le procès ne serait pas un procès politique mais un procès de droit commun, où les accusés auraient exclusivement à répondre d'actes relevant du droit commun. Cependant le déroulement même de ce procès, certains aspects de l'acte d'accusation, comme du réquisitoire, le verdict enfin infirmant à notre sens cette intention proclamée au départ. L'imbrication complexe entre l'orientation politique suivie pendant la Révolution culturelle, et certaines des conséquences de cette orientation imputées notamment aux accusés les plus lourdement condamnés, ne s'est pas trouvée démolie au cours du procès, et même l'acte d'accusation lui-même mélangeait des éléments qui relèvent, à notre sens, de l'orientation et de la lutte politique, et d'autres qui traitaient des préjudices matériels subis par certaines personnes au cours de la Révolution culturelle. Ainsi, en fin de compte s'est trouvé façonné un tableau où derrière Jiang Qing, Zhang Chunqiao et les co-accusés dirigeants de la Révolution culturelle, c'est cette révolution elle-même qui s'est trouvée mise en cause globalement devant ce tribunal.

Il ne s'agit évidemment pas de nier les dérapages importants qui se sont produits au cours de cette révolution culturelle : élargissement de la cible, caractère imprécis de celle-ci, négation de la spécificité du culturel, du scientifique, du technique, du juridique au nom de leur dépendance par rapport au politique, exagération du rôle des facteurs superstructurels en regard de la

base... Il ne s'agit pas non plus de nier ou de sous-estimer les préjudices commis à l'encontre de personnes ou de la collectivité, engendrés par ces dérapages. Il ne s'agit pas plus de nier la nécessité que ces préjudices soient mesurés avec exactitude, que les responsabilités soient cernées avec précision et que les responsables de ces préjudices aient juridiquement à rendre des comptes sur la conséquence de leurs actes.

Mais, à la lumière des éléments rendus publics à ce jour notamment lors de ce procès, il ne nous semble pas que ce soit tout à fait la démarche qui soit en œuvre. D'une part parce que l'amplification constante des préjudices prêtés à la révolution culturelle ne permet pas d'en mesurer l'exacte portée. D'autre part parce que le déroulement même du procès, ne semble pas, aux yeux de nombreux témoins, avoir apporté la démonstration de la corrélation exacte entre les faits imputés aux accusés et leur responsabilité précise. Enfin, et surtout, parce que l'accumulation des faits regroupés dans l'acte d'accusation concourt, bien au-delà de la simple mesure des dérapages de cette révolution, à fournir une image et un jugement sur la révolution culturelle que nous ne saurions partager. Nous ne saurions confondre pour notre part l'appréciation des graves dérapages commis pendant cette révolution, avec un jugement d'ensemble sur cette révolution elle-même. Et cela d'autant plus que, nous l'avons dit, le déclenchement de cette révolution, ses objectifs, ont eu un impact beaucoup plus large que ses effets sur la société chinoise elle-même, marquant l'ensemble du mouvement ouvrier international.

Or le procès qui vient de se conclure à Pékin, semble avoir concouru à dresser une image entièrement négative de cette révolution, comme l'a, de manière parallèle, indiqué publiquement Hu Yaobang, le secrétaire général du PCC.

Sans nous ingérer aucunement dans les affaires intérieures de la République Populaire de Chine, ou nous impliquer dans le débat politique en cours dans ce pays, nous ne saurions pour notre part approuver une criminalisation de la révolution culturelle dont le récent procès de Pékin s'est fait écho, ni, dans ces conditions, la condamnation qui frappe les accusés, anciens responsables de la révolution culturelle.

P.L.S.

Firminy : «Quinzaines des Amériques»

Du 30 janvier au 15 février, la Maison de la Culture de Firminy (dans la Loire) organise une «quinzaine des Amériques», de découverte des civilisations et cultures d'Amérique du Centre et du Sud, sur le thème : «Indianité latinité et africanité». Il s'agit à la fois d'une sensibilisation aux réalités vécues et aux cultures improprement rassemblées sous l'étiquette habituelle de «latino-américaines» ; c'est l'occasion de faire connaître aussi bien «le Pérou des Indiens» que «le Brésil des esclaves». Surtout, après la libération de Miguel-Angel Estrella, pianiste argentin très connu et soutenu de longue date dans la région, les dictatures d'Amérique du Sud et du Centre seront à nouveau mises en accusation : des témoignages et films sur le Chili, la Bolivie, le Salvador et le Guatemala seront présentés. Plusieurs artistes des Amériques se produiront, dont deux groupes indiens : Mitka (indiens Tupa-Katari) et Bolivia Manta (indiens de Bolivie). Des ethnologues et sociologues ayant vécu en Amérique du Sud et du Centre, tels Bernard Neveu et J.L. Herbert animeront, avec des réfugiés chiliens, des représentants du Mouvement Indien Andin et des Mouvements de Libération du Guatemala et du Salvador, plusieurs soirées-débats, notamment les 5 et 6 février prochains. (Pour toute précision sur le programme de la quinzaine : écrire à la Maison de la Culture de Firminy 42 700, ou téléphoner à la M.C. : 16 (77) 56 07 07.

Corr. St-Etienne

QUE FAIRE AUJOURD'HUI ?

MARDI 3 FEVRIER -
20 H 30

Université Panthéon-
Sorbonne
entrée : 5, place du
Panthéon (Paris)
Salle 1, 1^{er} étage
M^o Luxembourg, St-Michel

DEBAT AUTOUR
DES DEUX NUMEROS
DE LA REVUE SUR

LA POLOGNE

- Mouvement syndical et remise en cause d'une société.
- Socialisme et réalité de la Pologne.
- La Pologne sous la pression soviétique.
- Les répercussions en France

(Communiqué)

UD-CFDT de Paris les 4 et 5 février

UN CONGRES SUR LA BASE D'AVANCÉES RÉELLES

Les 4 et 5 février se tiendra à Paris le V^e Congrès de l'Union Départementale 75 de la CFDT. Un congrès important à bien des égards, comme le dit dès les premières lignes le rapport général : «*Pendant les trois années qui se sont écoulées depuis le dernier congrès, il s'est passé des événements majeurs, dans la vie politique et syndicale française, qui ont eu des répercussions particulièrement importantes à Paris. Ce qui n'est pas étonnant : Paris occupe une place tout à fait exceptionnelle en France et il est souvent extrêmement difficile de départager ce qui est «parisien» de ce qui est «national». Il ne fait aucun doute en effet que ce qui se passe à Paris dans le domaine syndical dépasse bien souvent le cadre local, prend facilement figure d'exemple, de vitrine. L'intervention d'Edmond Maire prévue dans le cours de ce congrès en atteste. Mais c'est bien sûr aussi un moment important pour les militants parisiens de la CFDT et pour le mouvement syndical de la capitale : les délégués auront l'occasion de débattre largement, sur la base d'un travail de réflexion très intéressant.*

Par Monique CHÉRAN

PREMIER semestre 1980 : la capitale est le théâtre de deux luttes dures, longues, victorieuses. Celle des travailleurs turcs de la confection regroupés par centaines dans des ateliers clandestins du Sentier. Ils se battent pour obtenir leurs papiers. Celle des nettoyeurs du métro, exploités par plusieurs sociétés sous-traitantes de la RATP, qui refusent des projets de licenciements.

Une avancée sur les hors-statuts

Dans les deux cas, la lutte est animée par la seule CFDT. La prise en charge intense de ces deux conflits par l'UD n'a rien de fortuit. Si les syndiqués de tous les secteurs se sont sentis concernés, bien au-delà d'une simple solidarité élémentaire, c'est parce que tout un travail avait été entrepris, depuis des mois, sur le problème des hors-statuts, sur la tactique patronale d'émiettement de la classe ouvrière. Toute une réflexion avait été menée pour mieux cerner ce grave phénomène, pour élaborer un début de riposte : comment lutter contre la multiplication de situations correspondant à la mise en pièce des garanties collectives ? Est-il pos-

sible de remporter des succès ? Comment ? Là-dessus, on peut dire que l'UD 75 a apporté une contribution très positive concrétisée par des succès notoires pour la période. De cette riche pratique, l'UD a tiré un certain nombre de conclusions qui figurent dans le projet de résolution : «*(...) En ce qui concerne la sous-traitance de nettoyage, de la manutention, l'objectif à rechercher n'est pas la consolidation de l'existence d'une couche de patrons parasites, mais la recherche des patrons réels et leur mise en situation de responsabilité. Cela implique une réflexion collective sur l'utilisation, la création ou le renforcement des conventions collectives spécifiques. L'objectif poursuivi à long terme est l'intégration dans le cadre de l'entreprise utilisatrice chaque fois que c'est possible en sachant définir les étapes intermédiaires indispensables (rapprochement des conditions de salaires, des conditions de travail, garanties de l'emploi)*». C'est donc bien un projet cohérent, réfléchi, qui sous-tend l'action de la CFDT-Paris sur ces problèmes, on n'est pas en face d'initiatives au coup par coup.

Une volonté de réflexion

Bien sûr, si l'on prend les textes préparatoires point par point, tout n'est pas aussi positif.

Ainsi, on peut trouver que contrairement aux exemples des deux luttes citées plus haut, il n'y a guère, dans le rapport général, de bilan un peu creusé de luttes importantes comme celles de la SFP, ou des banques et des assurances. Cela pose un

problème sérieux, celui de la difficulté à lier les luttes des travailleurs les plus exploités à des luttes dans d'autres secteurs pourtant vitaux dans une ville comme Paris, entre autres le secteur public et nationalisé. D'autant plus que la très grande majorité des syndiqués CFDT sur Paris appartiennent à ce secteur (les deux-tiers). Il ne s'agit pas, bien sûr, de demander d'une façon simpliste une coordination de ces luttes, mais de s'interroger plus fondamentalement sur la prise en charge de ce secteur par l'UD.

La lutte contre le chômage

Bien sûr encore, on peut trouver que, pour l'instant du moins, les avancées en matière de lutte contre le chômage ne sont pas énormes. Mais là encore, les positions ne sont pas bloquées : des expériences intéressantes ont eu lieu, auxquelles la CFDT parisienne a participé, dans le 19^e, le 20^e arrondissement, et elle se propose, pour l'avenir, d'intensifier ce travail.

Autre point sur lequel le bilan est maigre, c'est celui des unions locales et des unions interprofessionnelles de base, sur lesquelles on ne trouve pas grand-chose. Assurément, la pratique de ces dernières années a dans l'ensemble été faible, sauf dans quelques arrondissements. Le congrès devra approfondir cette question très

Un meeting des nettoyeurs du métro en grève, le 8 juin 1977.



importante pour la mise en œuvre des objectifs définis, comme le reconnaissent les textes préparatoires eux-mêmes.

Reconstruire l'union

Enfin, un des points qui donnera certainement l'occasion d'un débat dont l'enjeu n'est pas mince : l'appréciation de la division de la gauche, en particulier la division syndicale. Toute l'année 1980 a été très marquée par cette division. Pour mémoire, on peut rappeler le 1^{er} mai, les initiatives sur la Sécurité Sociale, ou les luttes des Turcs et des nettoyeurs du métro. On peut dire que sur Paris, la situation n'est pas brillante, et que l'UD-CGT, globalement, a une attitude particulièrement sectaire. La pratique quotidienne l'a clairement établie ces derniers mois.

Malgré tout, il semble que les textes préparatoires au congrès de l'UD se contentent d'entériner une situation de blocage, sans qu'apparaisse nettement des propositions pour une issue un peu plus positive. «*La CGT, avec des décalages et des débats, s'est alignée sur la nouvelle orientation du PCF et ne recherchera plus, à l'heure actuelle, l'unité d'action avec la CFDT. Ce choix est particulièrement sensible au niveau de l'UD-CGT. Or l'unité d'action CFDT-CGT était le pivot sur lequel construire un mouvement syndical plus largement unitaire*».

A lire les textes préparatoires, on a un peu le sentiment que la CGT est un bloc sans faille, impénétrable, même si elle connaît un recul ; que personne, dans ses rangs, ne conteste ses orientations sectaires.

Cette analyse, en termes de bloc, d'une CGT dont toute initiative serait dictée par un PCF lui aussi en bloc, obscurcit quelque peu les perspectives.

«*Cette unité d'action syndicale reste notre objectif. Nous ne la ferons ni dans la passivité, ni en confortant l'actuelle ligne sectaire de la CGT. Nous la reconstruirons, on obligeant la CGT à se situer de façon prioritaire par rapport au mouvement social, et non par rapport au champ politique, et en ramenant la CGT à l'unité d'action par la pression répétée de luttes offensives et efficaces*».

S'il est vrai qu'un changement d'attitude de l'UD-CGT n'est pas à attendre si l'on pratique soi-même une politique hésitante, il n'est pas sûr que la pression de luttes soit suffisante. Elle est assurément la base nécessaire qui peut créer des difficultés à la ligne sectaire mise en œuvre par l'UD-CGT. Mais il est nécessaire également d'entamer positivement la reconstruction de l'unité, pas à pas, et non bloc à bloc, comme ont commencé à le montrer certaines initiatives, par exemple contre le chômage...

Le 5^e Congrès de l'UD 75 s'annonce donc très intéressant, très ouvert à toutes les questions de l'heure. Une politique revendicative offensive et réfléchie, le début de construction d'un projet cohérent, ce sont de bonnes bases pour l'avenir. ■

Après la signature de la convention médicale

LES AVANIES DE LA MEDECINE LIBERALE

Après des mois d'hostilité et d'opposition parfois véhémentes du corps médical, la Confédération Syndicale des Médecins de France (CSMF) a finalement signé la convention 80 qui lie les praticiens à la Sécurité sociale. Quel est l'enjeu de cette convention ? Et pourquoi une réaction aussi violente des médecins ? Leur contestation va-t-elle plus loin que la simple révolte d'une corporation attachée à ses privilèges ?

Par Armand BUSSANT

La convention entre la Sécurité sociale et les médecins met en œuvre des mécanismes lourds de conséquences pour les assurés sociaux mais aussi pour les médecins : enveloppe globale, double secteur et profils médicaux (cf. encart).

Elle est l'un des éléments mis en place par le pouvoir pour contenir le coût des dépenses de santé à un niveau acceptable pour une économie mise à mal par la crise. L'argent consacré à la santé, c'est autant de perdu pour l'investissement ; ainsi raisonne le gouvernement qui, s'il ne peut à cause de risques de tensions sociales réduire de façon trop importante ces dépenses, veut les ramener à un pourcentage «raisonnable» du Produit Intérieur Brut.

Objectif :
faire porter la charge des dépenses de santé sur les usagers

D'autre part, il s'agit de faire supporter de plus en plus par le budget des ménages, le poids des dépenses de santé. La première manifestation en a été la hausse des cotisations salariales en juillet 1979. Les mécanismes conventionnels, par le biais du 2^e secteur, visent à réduire la part socialement prise en charge (couverte par la Sécurité sociale) des dépenses de santé. Il s'agit aussi de diminuer les charges sociales payées par les patrons, ces fameuses charges sociales qui grèvent lourdement le budget des entreprises «nuisant à l'investissement productif» et sont vilipendées à longueur de pages dans les rapports du CNPF.

On s'oriente ainsi, par ce système, vers une médecine où l'accès aux soins d'une population de plus en plus durement touchée par la crise sera limitée pour des raisons financières. On a pu ainsi entendre parler d'une médecine de pauvres pratiquée dans le premier secteur par des

médecins mal rémunérés soignant au rabais les patients défavorisés, le deuxième secteur aux horaires libres serait réservé à ceux qui auraient les moyens de se payer ces praticiens aux revenus confortables pouvant pratiquer dans de meilleures conditions.

Visant l'usager moyen, cette convention a pour effet de mettre les médecins libéraux sous une tutelle économique plus sévère s'attaquant directement à un revenu qui a déjà subi un tassement ces dernières années, en le soumettant à un «encadrement» strict par le biais de l'enveloppe globale. Aussi comprend-on les réactions, parfois violentes, auxquelles elle a donné lieu dans le corps médical.

La révolte des médecins

Du côté des syndicats officiellement reconnus comme repré-

sentatifs, la FMF seule a signé d'emblée la convention qui entérine tout au moins dans le deuxième secteur le principe fondamental pour lequel elle se bat : le droit de pouvoir fixer des honoraires de façon libre. Le Conseil de l'Ordre a émis quelques remarques de forme.

Par contre, beaucoup plus significative est l'attitude de la Confédération Syndicale des Médecins de France (CSMF). Cette organisation est un rassemblement hétéroclite de médecins travaillant dans des conditions très différentes et poussée par sa base, elle a dû manifester une opposition véhémement au projet de texte conventionnel en organisant dès octobre 1979 une journée de grève dans les cabinets médicaux, alors qu'un blocage des honoraires était effectué par le pouvoir depuis le début de l'année 1979. Devant cette attitude et l'instauration d'un tarif syndical d'horaire, le gouvernement exclut la CSMF des négociations fin 1979. Malgré elle dans l'opposition, la direction de la CSMF et son président Monnier mobilisent les médecins libéraux pour faire échec à cette «convention scélérate» : ce sont les multiples journées d'action du printemps 1980 dont la manifestation du 5 juin 1980 qui regroupe plusieurs milliers de médecins à Paris et au cours de laquelle un secrétaire confédéral s'est fait matraquer par des policiers particulièrement zélés...

Les maladresses du pouvoir, joints à la grogne existante font monter les enchères, et fin juin, Monnier tient une conférence de

L'enveloppe globale

Un budget est fixé à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, correspondant à ses recettes, qui devra, sans déficit, prendre en compte le remboursement des actes médicaux (consultations, visites...) et celui des prescriptions (médicaments, actes de kinésithérapeute...). Si les prescriptions sont trop importantes, les actes médicaux seront moins bien rémunérés par le biais du blocage de la revalorisation des tarifs d'honoraires et inversement. Ce qui met directement en concurrence les prescriptions effectuées par les médecins avec leurs revenus et les poussent à moins prescrire (et non à mieux prescrire comme le présente la Sécurité sociale).

Le double secteur

Il ménage, à côté du premier secteur (actuellement la majeure partie des libéraux y sont) où les assurés payent le prix de consultation négocié avec les caisses de Sécurité sociale et sont remboursés au taux

actuel, un deuxième secteur qui fixe les prix de leurs honoraires, les assurés n'étant pris en charge par la Sécurité sociale que sur la base du tarif du premier secteur.

ainsi donc l'enveloppe globale, avec un certain blocage des honoraires qu'elle va entraîner, poussera les médecins à choisir le deuxième secteur au détriment des assurés sociaux qu'ils devront prendre en charge, directement ou par le biais d'assurance privée, une part de plus en plus grande du coût de leur santé.

Les profits médicaux

Les médecins libéraux ont tous leurs actes et prescriptions mis en fiches par la Sécurité sociale, et tous ceux qui s'écartent de ces normes statistiquement établies seront durement réprimés. Ces profils sont un encouragement à ne pas développer de pratique différente de la pratique officielle. Un des premiers résultats évidents est la baisse du nombre d'arrêt de travail prescrit par les médecins, par peur d'être déconventionné.

presse commune avec la CGT et la CFDT. Mais si les libéraux contestent la convention, l'individualisme, les intérêts particuliers qui règnent encore dans la corporation sont plus forts que la volonté d'instaurer un lien effectif avec la population. Le *Quotidien du Médecin* taxe cette alliance de «pacte avec le diable» et Monnier doit faire son autocritique devant ses barons.

Une contestation durable ?

La revalorisation des tarifs d'honoraires (bloqués depuis plus d'un an) au 1^{er} juillet 1980, semblent avoir raison de la

médecins du PCF. La CSMF cependant a décidé le 24 janvier 1981 de signer le texte.

A travers une manifestation de colère provoquée par une attaque directe contre leurs revenus, les médecins libéraux ont, dans leur ensemble fortement défendu l'idée d'une médecine «indépendante et sociale». Cette volonté



contestation conventionnelle et à la rentrée Monnier, à l'assemblée générale de décembre de la CSMF propose de signer «pour pouvoir contester de l'intérieur». Ce revirement n'est pas sans causer de gros remous dans une organisation qui voulait six mois plutôt «tout faire contre cette convention ignoble» et 33 départements d'insurgent en janvier 1981 contre cette décision. Ils sont soutenus par la CGT et *L'Humanité* qui impulsent une action énergique de contestation dans le Val-de-Marne autour des

de prendre en compte les problèmes posés dans l'accès de la population aux soins et de s'allier avec les usagers contre les mesures prises par le gouvernement témoigne d'une certaine progression des idées dans le corps médical. Et même si les réactions virulentes ont pu se manifester, critiquant les rencontres communes avec la CGT et la CFDT, l'action soutenue du Syndicat de la Médecine Générale en direction des organisations syndicales ouvrières et du cadre de vie, et le travail fait localement avec la population par ce même syndicat en sont des manifestations concrètes.

Par ailleurs, le fait de se heurter de front à la politique du gouvernement fait vaciller la base de l'alliance traditionnelle médecine libérale-pouvoir en place. Une certaine baisse de leur niveau de vie des médecins, la banalisation de leur statut vont sans doute modifier les comportements politiques de cette couche.

Mais les médecins libéraux encore très correctement rémunérés sont jalousement attachés à leur indépendance qu'ils confondent encore souvent avec le libéralisme. Le SMG est représentatif de la remise en question profonde qui affecte certains d'entre eux, mais ses adhérents reflètent les difficultés qu'a cette frange de médecins à formuler une alternative positive, hésitant entre une remise en cause radicale du système de santé et une démarche plus pragmatique d'expérimentation de pratiques nouvelles.

BRESIL LE PRIX D'UN «MIRACLE»

Renouant avec les habitudes de son prédécesseur Geisel, le président de la République du Brésil, Figueiredo, sera à Paris le 28 janvier. C'est que la France et ses industriels sont fort intéressés par cet immense pays d'Amérique du Sud : le «miracle» économique brésilien nécessite des capitaux et des équipements que Paris compte bien fournir, en damant le pion à ses rivaux, d'abord américains mais aussi japonais et allemands.

On a beaucoup parlé du «modèle à la Brésilienne» mais beaucoup moins évoqué le prix qu'il a coûté à la population du Brésil ; on a beaucoup parlé de «libéralisation» d'un régime naguère sanglant, on a beaucoup moins parlé de ses limites et du sang qui coule encore au «pays du Carnaval».

Par Jean-Louis BRUNET

JAMAIS pays, ou continent, devrait-on dire, n'a exercé pareille fascination, n'a suscité pareilles imaginations. D'immenses espaces attribués au conquérant portugais en 1494 ; la moitié de l'Amérique du Sud ou peu d'en faut, vingt-deux Etats aux noms qui chantent, Le Sertao, Bahia de Tous les Saints, Sao Paulo et Pernambouc, Minas Gerais et Paraíba ; une immensité de forêts uniformément vertes, un fleuve boueux et large comme une mer au nom de femme, Amazone, 100 millions d'habitants de toute race et de tout métissage, brassés par des générations, fondus dans un melting pot que le racisme ne vient que peu ternir ; un far-west sud-américain où les cow-boys s'appellent gauchos, les pionniers Bandeirantes et les brigands au grand cœur cangaceiros ; une culture qui remonte aux sources de l'Afrique, celle du cadombé* et de la capoeira* et que perpétuent et renouvellent des écrivains comme Jorge Amado ou des musiciens comme Jorge Ben ; un cinéma «novo» pour un monde nouveau où tout est possible, le meilleur comme le pire.

Féerie brésilienne ou tristes tropiques

Des avions qui survolent la forêt, déversant du napalm ou des vêtements empoisonnés sur les populations indiennes décimées pour un arpent de terre. Une large route qui traverse l'Amazonie, sillonnée de camions qui soulèvent une poussière acre et épaisse qui se dépose sur des cabanes sordides

des où s'entassent dans les bocas de fumo* des prostituées de 12 ans. Des bidonvilles à la mesure de ce continent, des tueurs pour quelques cruzeiros* qui massacrent à la mitrailleuse des villages entiers... à quelques kilomètres de Brasília, capitale du Brésil et de l'architecture moderne...

Mais pour les industriels et les économistes, le Brésil, c'est le «miracle» brésilien, un miracle économique, à la japonaise : «Le modèle économique brésilien». Un miracle-mirage que beaucoup payent cher.

Le miracle brésilien

Ce miracle est humain, il a un père, Delfim Neto, un père malheureux car son fils n'a pas rempli ses espérances. Et pourtant...

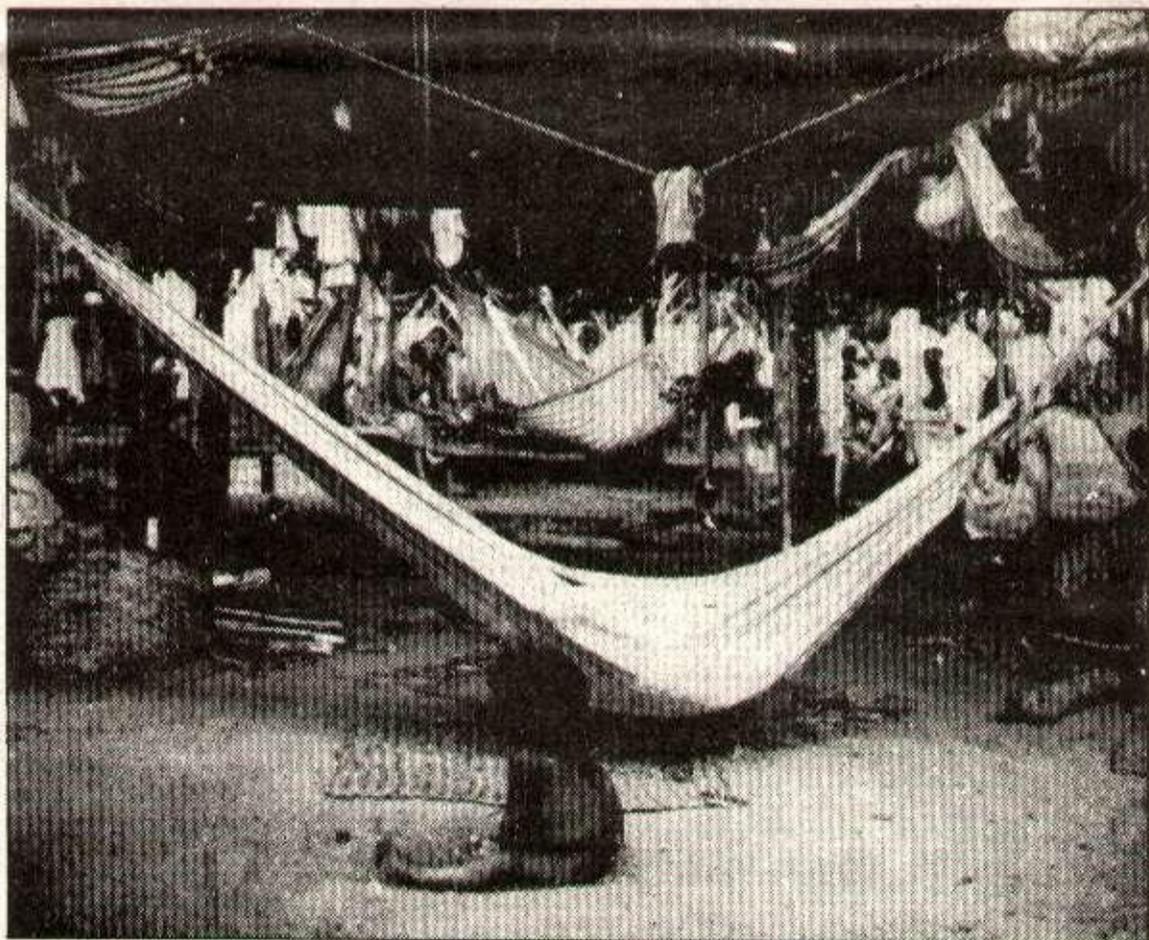
Le président Geisel, lors de la présentation du II^e Plan de développement national prévoyait qu'en 1979, le revenu annuel moyen par habitant atteindrait 1 000 dollars US, le PIB dépasserait les 100 milliards de dollars, le taux de croissance dépasserait largement celui des pays industrialisés : 7 %, les exportations s'accroîtraient de 20 %.

Pour comprendre le fondement de telles espérances, il faut remonter aux années 1930 et aux objectifs de 1964.

Dès 1930, le Brésil décida de substituer aux produits importés, des produits fabriqués sur place (automobiles, électro-ménager...). Mais, très vite, une contradiction typique des pays sous-développés naquit entre les formes de consommation qui ne cessaient de



Le miracle Brésilien...



changer, requérant une rénovation rapide de l'équipement et des progrès techniques non-assimilés. Les équipements toujours renouvelés nécessitaient une main d'œuvre peu nombreuse, hautement qualifiée et hautement payée. Aussi les produits nationaux n'étaient-ils accessibles qu'aux hauts revenus. Une telle contradiction était encore exacerbée par la dépendance

du Brésil. Les postes de décision de l'industrialisation, pour l'essentiel, étaient aux mains des filiales des multinationales qui l'orientaient vers des secteurs rentables... pour leur maison-mère.

Soucieux de rompre avec une situation inextricable, le gouvernement brésilien se fixa en 1964, quatre objectifs :

— élargir le marché interne des

produits de luxe, réservés jusqu'alors à 1 % de la population pour atteindre les 5 %

— accroître le potentiel de capital fixe : l'outillage et l'infrastructure c'est-à-dire les routes (c'est à ce moment que se décide la percée de la transamazonienne) et l'énergie (l'Etat brésilien signe un accord avec la RFA pour acheter

une usine de retraitement de l'uranium, avec la France pour la construction de barrages sur le Parana)

— accroître le nombre de gens au travail

— augmenter les recettes des exportations en remplaçant les exportations de café, de cacao, de sucre et de soja, héritages du lourd passé colonial, par celles des produits industriels produisant plus de valeur ajoutée.

Cette restructuration n'alla pas sans quelques grincements de dents du grand tuteur : les Etats-Unis qui, déjà indisposés par la concurrence du Brésil dans la production de soja, firent entendre vainement leur grosse voix pour imposer la dénonciation de l'accord nucléaire avec la RFA en 1977. Mais les résultats firent crier au miracle : en 1967, 1968, 1969, le taux d'accroissement du Produit National Brut brésilien était de 6 % par an, atteignant même 10 % jusqu'en 1973.

Le mirage brésilien

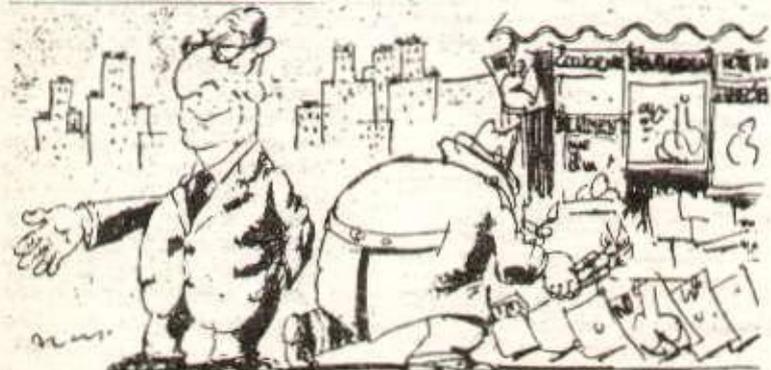
Le miracle brésilien s'avéra en effet bien vite fragile. Si l'Etat brésilien s'était réservé le rôle d'investisseur principal dans le secteur des biens de capital (machines, équipements et biens intermédiaires), il avait cru bon de laisser le secteur des biens traditionnels indispensables à la reproduction de la société (textile, aliments) aux capitaux privés et celui des biens durables de consommation de luxe aux multinationales.

Très vite, ce secteur devint le plus dynamique, tandis que stagnaient les deux autres d'autant que le secteur financier, qui s'était développé à la faveur de l'industrialisation, s'orienta bien vite vers les biens de luxe et la spéculation. Quand à la dette extérieure, elle ne cessa de croître du fait des nécessités de la restructuration (achats d'usines et de brevets) et de la crise économique dans les pays industrialisés qui restreignirent les achats de produits brésiliens.

Enfin la volonté d'indépendance économique, qui semblait se manifester, en particulier face aux Etats-Unis, et qui ressemblait fort à une volonté d'hégémonie locale, semble aujourd'hui quelque peu battue en brèche. Le Brésil n'en a plus guère les moyens et les multinationales forment de véritables Etats dans l'Etat, tel le Jadeco qui regroupe 49 entreprises japonaises et qui se voit attribué 60 millions d'hectares (plus que la superficie de la France), tel le projet Jari qui octroie 4,5 millions d'hectares au millionnaire américain Daniel Ludwig...

L'effondrement du rêve brésilien

«Un terrorisme d'extrême droite ? Où ça ?»



Contradictions

Dès l'accord nucléaire germano-brésilien qui prévoit l'exportation du «cycle complet de combustible» (réacteurs nucléaires, enrichissement de l'uranium, retraitement du combustible irradié, prospection, extraction, traitement et fourniture de 20 % de l'uranium extrait à l'Allemagne), le président Ford exprime ses inquiétudes. Au cours de sa campagne électorale de 1976, Carter affirme qu'il utilisera «tous les moyens diplomatiques pour obtenir une révision de l'accord de coopération nucléaire germano-brésilien». Le 25 janvier 1977, au nom du risque de prolifération des armes atomiques, Walter Mondale tente vainement de persuader Schmidt, le chancelier allemand, de réviser l'accord avec le Brésil. Le 31 janvier, le gouvernement brésilien rejette la proposition de Cyrus Vance de geler l'accord. Le 5 mars, il refuse l'aide militaire de Washington et le 11 dénonce l'accord militaire de 1952 : c'est le point culminant de la crise. Elle ne se dénouera que par la concession de Carter dont le sous-secrétaire d'Etat déclara à la fin de l'année 1977 : «Nous considérons le Brésil et l'Allemagne Fédérale comme des pays entièrement souverains et libres de conclure tous les accords qu'ils veulent».

Les Etats-Unis avaient perdu là l'occasion de vendre de l'uranium enrichi au Brésil et perdaient ainsi une partie difficile.

peut se mesurer par l'état aujourd'hui de ce qui fut le symbole de l'épopée du Brésil. La transamazonienne est aujourd'hui reconquise par la forêt, n'est plus qu'une piste en maints endroits, délavée par la pluie et creusée de fondrières. Et pourtant quels projets grandioses qui auraient fait pâlir les conquérants de l'Ouest américain ! Une conquête de l'Est, à l'ère industrielle, une épopée moderne ! 18 000 kilomètres de route qui devaient «intégrer l'Amazonie dans le développement national», en faire «un espace complémentaire de la croissance économique nationale», une «œuvre de civilisation dans une vallée fertile que les Brésiliens, défricheurs-nés doivent peupler ; il s'agit de passer du stade du nomadisme au stade de l'agriculture sédentaire et prospère».

Les ressources minières, végétales et agricoles y assureraient



Cartographie du Monde

l'indépendance du pays : fer, bauxite, manganèse, étain, latex et bois, acier et alumine seraient déchargés chaque jour à pleins camions venus du fond de la forêt désormais plus vierge. L'Etat brésilien est le premier à participer à l'effort national. Les entreprises pionnières seront dégrévées d'impôt, l'Etat distribue la terre le long des routes, jusqu'à cent kilomètres autour de la Transamazonienne, se charge d'exproprier s'il est besoin...

Une geste épique sombrée dans la boue mais que paya très cher la majorité des Brésiliens.

Le prix d'un mirage

L'exemple de l'Amazonie

Devant la transformation profonde du milieu naturel de l'Amazonie, les écologistes poussèrent des cris d'alarme, que refusa d'entendre le gouvernement brésilien : 300 000 kilomètres carré de forêt disparaît chaque année sous les bulldozers. Cette destruction massive prévient les écologistes, risque d'entraîner la diminution de la teneur en oxygène de l'air et d'augmenter la production de gaz carbonique. On constate déjà l'accroissement de la saison sèche et l'accélération du ruissellement dans les zones les plus touchées par le défrichement. Un défrichement sommaire (par brûlots) qui appauvrit le sol.

L'Amazonie n'est pas une zone tout à fait vierge, des indiens (ou ceux qu'ont épargnés les pistoleiros*) victimes de la Transamazonienne, sont décimés par la maladie, la violence, expropriés, parqués dans des réserves, déportés et déculés. «Les Indiens ne doivent pas constituer une entrave au développement national» a stipulé le gouvernement.

Ce ne sont pas seulement des terres défrichées qu'occupent les nouveaux propriétaires de l'Amazonie qui se taillent à coups de fusils ou de mitraillettes de véritables empires. Chaque jour, des posseiros* sont au mieux expropriés sur l'heure ou plus souvent éliminés physiquement par les tueurs à gage du latifundiaire. S'il a pu sauver sa vie, le posseiro

rejoindra les sans-travail attirés en Amazonie par des promesses alléchantes, pour travailler, vivre misérablement, sans droits parce que la plupart sont des travailleurs illégaux ou croupira dans le bidonville de Rio, un bidonville de 1 800 000 habitants !

Vers la paupérisation absolue

La restauration industrielle du Brésil a encore accru le fossé entre les 15 % de la population qui se partagent la moitié du produit national et les autres. En effet pour remplir son premier objectif, élargir le marché de biens de consommations durables à la classe moyenne, le gouvernement a augmenté les hauts salaires et pour permettre des bénéfices substantiels aux entreprises, comprimé de 30 % les salariés des travailleurs jusqu'en 1974. Si, inquiet de l'éventualité d'une crise sociale, les gouvernements Geisel et Figueiredo ont concédé quelques augmentations, ces augmentations ne permettent pas à l'immense majorité des Brésiliens de faire face à une inflation galopante. Le kilo de riz est passé par exemple de 18 à 45 cruzeiros. Seules, les bourgeoisies d'Etat et privée bénéficient, en s'entredéchirant, des 7 % de taux de

Une amnistie restreinte



croissance qui persistent malgré la crise et aux prix du sacrifice de la majorité de la population brésilienne.

«Des Suisses et plusieurs Biafra»

Tel est le Brésil d'aujourd'hui, dit un évêque brésilien. L'écart est grand en effet entre l'Etat de São Paulo qui produit à lui seul 50 % du PIB et le Nord-Este, réserve de main d'œuvre et de chômeurs misérables. Mais partout «Suisse et Biafra» coexistent : la Suisse à Rio c'est le quartier de Leblon, le Biafra c'est Santa-Cruz, à Bahia, ce sont les résidences de la Barra et les Allagados sur pilotis.

La libéralisation

Du moins, diront certains, le miracle s'est produit : c'est la libéralisation d'un régime naguère sanguinaire. Certes en 1979, le gouvernement décréta l'amnistie. Certes, quelques années auparavant, en 1974, la censure de la presse s'était relâchée, la censure théâtrale assouplie, les interventions gouvernementales dans les syndicats et les universités levées. Au nom du pragmatisme (le MDB, parti d'opposition légal, n'a-t-il pas rencontré un grand succès aux législatives le 15 novembre 1974), Geisel annonce «un perfectionnement démocratique graduel mais sûr». En novembre 1979, la pluripartisme est autorisé...

Mais l'amnistie n'est pas générale, elle n'est que «restreinte» elle ne concerne que ceux qui n'ont jamais été condamnés, comme par exemple les tueurs d'extrême-droite des exactions de la mort qui en profiteront pour perpétrer de nouveaux assassinats politiques.

Le 9 novembre 1980, Agenor Hartins de Carvalho avocat de paysans expropriés est abattu. En 1980 toujours, Raimundo Ferreira du syndicat des travailleurs ruraux dans l'Etat de Para et Wilson Pinheiro, président du syndicat des travailleurs ruraux de l'Etat d'Acre tombaient sous les balles des assassins. Quand il ne couvre pas les tueurs d'Indiens ou les assassins de l'extrême-droite, le gouvernement n'hésite pas à frapper lui-même : à São Paulo, le métallurgiste Santo Dias da Silva est assassiné par la police devant un piquet de grève. Le 5 novembre, la police envahit une église où le commandement de grève s'était réuni, frappe et emprisonne les grévistes. Au Pernambouc, témoigne Robert Linhart, auteur du livre *Le sucre et la faim*, les coupeurs de canne à sucre en grève sont frappés, essuient des rafales de mitraillette.

«L'amnistie restreinte est légitime de ce que l'on appelle la démocratie relative. Et la démocratie relative, c'est la dictature avec un nouveau maquillage et des vêtements neufs». Extrait d'une déclaration de prisonniers politiques d'Itamaraca (Pernambouc) ■

Cadomblé : rites d'origines africaine

Capeira : Lutte d'origine africaine

Bocas de Fumo : locaux clandestins de drogue
Cruzeiro : monnaie brésilienne
Pistoleiros : tueurs à gage
Posseiros : propriétaires sans titre de propriété

L'EUROCOMMUNISME A L'EPREUVE CATALANE

«L'eurocommunisme» est-il gravement menacé ? Le Parti Socialiste Unifié de Catalogne, branche catalane du PCE, vient de rejeter explicitement cette référence en adoptant, alors que se prépare pour juin prochain le 10^e congrès du parti espagnol, une série de positions contradictoires avec la politique menée depuis des années par Santiago Carrillo et clairement convergentes avec les thèses soviétiques.

Une telle fronde est rendue possible par la structure du PCE qui se présente aujourd'hui comme une mosaïque de «partis» nationaux (andalous, basques, galiciens) disposant d'organes dirigeants propres même s'ils sont coiffés par un unique comité central.

Or dans cet ensemble, le PSUC tient une place importante, par l'ancienneté de son existence mais surtout par l'étendue de son influence. Il compte 8 des 23 députés du PCE et «pèse» 19 % des voix en Catalogne. Il est fortement implanté dans la banlieue de Barcelone qui constitue le bastion ouvrier le plus sûr du PCE.

Par Frédéric FERRER



1977 : on fête la légalisation du PCE dans la banlieue de Barcelone.

PCE-PSUC : une longue histoire

Le PSU de Catalogne a déjà une longue histoire. Il est né en 1936 de la fusion de l'Union Socialiste de Catalogne (formation socialiste qui lui apportait l'essentiel de ses militants) avec la fédération catalane du PSOE, le petit «Parti Catalan Proletaire» et le Parti Communiste catalan, en fait fédération catalane du PCE.

Très lié au PCE — ses responsables participaient de fait aux réunions du groupe dirigeant de ce parti — il n'en avait pas moins une indépendance formelle. C'est ainsi qu'il adhéra en tant que tel à la troisième Internationale, qui encourageait à l'époque «l'unification des partis marxistes», puis comme membre à part entière peu avant sa dissolution.

Pendant les années de guerre et de clandestinité, les instances des deux partis ne fonctionnèrent jamais régulièrement, il est vrai, et longtemps, ils menèrent une existence confondue. Cette situation devait rencontrer l'opposition du secrétaire général du PSUC, Joan Comorera, expulsé du parti sous l'accusation de «titisme» et de «nationalisme petit bourgeois». Rentré en Catalogne, il fut arrêté dans des conditions suspectes par la police franquiste, et mourut en prison.

Avec le développement de la lutte anti-franquiste le PSUC devait cependant affirmer son identité et jouer un rôle fondamental dans l'«Assemblée de Catalogne» organisme unitaire de grande influence et vivier de l'opposition catalane.

De retour à la légalité, le PSUC dispose aujourd'hui d'un statut semblable à celui des partis communistes catalan, basque, asturien, etc., créés depuis peu et qui constituent les organisations du PCE dans les communautés autonomes.

Dotés d'organes dirigeants propres, ils parti-



1936 : affiche de propagande à la création du PSUC.

cipent cependant aux congrès du PCE et à son comité central.

Le passé original du PSUC est aujourd'hui revendiqué par bien des militants, notamment de sa tendance dite «léniniste». Ses actuels dirigeants déclarent cependant ne pas vouloir modifier la base juridique de leurs rapports actuels avec le PCE.

Le PSUC est celui qui était allé le plus loin et le plus vite dans ce qui fait la spécificité euro-communiste : recherche d'une voie originale, rejet du modèle et de l'hégémonie soviétique, «alliance des forces du travail et de la culture» mais aussi politique de pacte social, recherche d'un gouvernement de coalition avec la droite.

En fait, cette orientation jusque-là majoritaire reposait sur un fragile rapport de forces entre différents courants contradictoires.

Certains, plus carrillistes que Carrillo veulent aller encore plus loin. Comme Jordi Borja, ils ne sont pas loin d'estimer «qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre le parti socialiste et le parti communiste». Bien que disposant de plusieurs députés, ils sont très minoritaires dans le PSUC (près de 10 % des militants) et focalisent l'hostilité de leurs adversaires qui les désignent sous le vocable de «Bandera Blanca» (Drapeau Blanc), par une cruelle allusion à l'organisation d'extrême-gauche «Bandera Roja» (Drapeau Rouge) d'où viennent la plupart de leurs militants.

Hauts parleurs

A l'opposé, les «Afghans» apparaissent comme les véritables hauts-parleurs de Moscou.

Dans leurs rangs, on diffuse plus *Temps Nouveaux*, revue soviétique traduite en espagnol que *Treball* l'organe du parti. C'est ainsi qu'un élu municipal, s'est récemment distingué en déclarant que si, par extraordinaire, les chars soviétiques pouvaient intervenir pour soutenir la révolution espagnole, il n'y verrait aucun inconvénient. Leur influence, diffuse dans la ceinture industrielle de Barcelone, s'est affirmée avec l'accession de l'un des leurs au secrétariat à l'organisation du parti, en 1977.

Nettement plus implantée apparaît la tendance dite «léniniste» qui dirige les commissions ouvrières de Catalogne, majoritaire dans la ceinture industrielle de Barcelone, où le PSUC dirige un bon nombre de mairies, et qui détient le puissant comité de ville de Barcelone. Ce courant s'était battu au précédent congrès (1977) pour le maintien de la référence au léninisme, finalement abandonnée par le PCE. On y est favorable à une plus grande autonomie du PSUC par rapport au PCE. Sans s'aligner systématiquement sur les positions de l'URSS, les «léninistes» estiment généralement qu'elle joue un rôle positif dans le monde. Directement confronté aux retombées de la politique de Carrillo dans la classe ouvrière, ils s'affirment partisans d'une attitude plus tranchée par rapport à la droite — sinon par rapport au Parti socialiste, puisqu'ils préconisent plutôt une politique de type

«front populaire». Dans ce secteur, on souhaite souvent voir Carrillo remplacé par Nicolas Sartorius, dirigeant des commissions ouvrières.

C'est grâce au compromis passé avec cette tendance qu'Antoni Gutierrez Diaz et Gregori Lopez Raimundo, les dirigeants sortants, appuyés jusqu'alors par une majorité plutôt silencieuse et favorable à la politique de Carrillo, pouvaient animer le parti.

Maigre bilan

Mais cette coalition devenait de plus en plus fragile dans le climat de crise larvée qui caractérise le PCE. Depuis plusieurs années, les démissions silencieuses se succédaient. En 1977, le PSUC revendiquait 40 000 adhérents, il en avoue aujourd'hui 21 000. Par ailleurs, les contradictions se multiplient et prennent vite de l'ampleur dans un parti qui, au grand jour, a adopté des structures très lâches, à

ros) n'aura pas été en fait trop difficile.

Justifications

Pour commencer, un amendement supprime des statuts la référence à l'euro-communisme (terme introduit du dehors), utilisé contre les pays du Pacte de Varsovie, qui a pour effet de «séparer le parti des PC portugais et français». Puis, toutes les allusions critiques à l'URSS ont été gommées du rapport sur la situation internationale qui, en termes généraux, peut fournir une justification idéologique aux interventions militaires soviétiques. C'est de justesse qu'était maintenue la condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Par ailleurs étaient adoptées diverses positions contradictoires avec la politique menée jusqu'alors par le PCE : rejet de toute forme d'énergie nucléaire, critique de la loi anti-terroriste récemment votée par les députés

te pas à incriminer «les ingénieries de l'extérieur».

L'URSS, en effet, est loin d'être inactive en Espagne. Temps Nouveaux est largement présent dans les kiosques. Selon un hebdomadaire socialiste, 200 cadres du PSUC ont récemment fait un voyage touristique et politique en URSS.

Ingérences

Mais, sans parler des deux ou trois groupuscules pro-soviétiques dont le plus connu est le PCOE de Lister, les meilleurs propagandistes de l'Union Soviétique se recrutent aujourd'hui parmi les rangs de certains partis nationalistes comme l'Union du Peuple Galicien et l'Union du Peuple Canarien. C'est un député de cette dernière formation, Fernando Sagaseta qui a déclaré ces temps-ci : «Le seul pays où l'on respecte les droits de l'homme, c'est l'Union Soviétique». Une déclaration qui pèse son poids lorsqu'on sait que les USA



1977 : meeting électoral du PSUC avec Carrillo.

l'opposé de l'organisation rigide et autoritaire justifiée par la clandestinité.

Des divergences sur les structures du parti ont motivé la démission, bientôt reprise, du secrétaire général du Parti Communiste d'Andalousie ; par ailleurs le congrès du PC d'Euskadi vient d'être marqué par une nette division sur la question nationale, tandis qu'à Madrid le maire adjoint Tamames réclame le remplacement de Carrillo par une direction collégiale et une structure fédérale pour le parti.

En fait, derrière ces divergences, une question : quel bilan tirer de la période de transition ? Le PC d'Espagne y a joué un rôle fondamental, pourtant son audience électorale ne dépasse pas 10 % des suffrages. Quant aux commissions ouvrières, sous sa direction exclusive, elles ne font que reculer : hier force de frappe de l'opposition au franquisme elles doivent aujourd'hui partager leur influence avec l'UGT socialiste qu'elles ne devançant que d'un point aux dernières élections syndicales.

Au PSUC comme ailleurs on fait les comptes, et dans un tel climat, face à une direction usée et des militants plutôt découragés, la victoire des «Afghans» et des «Léninistes» contre les «eu-

du PCE. Enfin, au chapitre des devoirs du militant, on compte désormais «la défense du droit de la Catalogne à l'auto-détermination dans l'ensemble des peuples d'Espagne, dans la perspective d'une République Fédérale».

Critique non voilée tant du processus d'autonomisation de la Catalogne que du «socialisme couronné» cher à Santiago Carrillo.

Dans ces conditions, la direction sortante refusait de participer au comité exécutif, intégré par l'unique composante «léniniste» visiblement peu préparée à sa victoire.

Ainsi, à coups de citations n'excédant généralement pas quelques mots, Bernard-Henri Lévy fait comparaître côte à côte Maurras et Barrès, Péguy et les chrétiens frottés d'humanisme qui allaient fonder la revue *Esprit*, Doriot et Thorez, Sorel et toute la tradition anarcho-syndicaliste et autogestionnaire française. Tous auraient communiqué dans la défense des mêmes thèmes : la Nation, la Terre, le culte de la vie et de la force, la haine de l'argent et des «ploutocrates», assimilés aux juifs, l'antiparlementarisme et le refus de la démocratie, le rejet du garde-fou que constituent les valeurs essentielles de la civilisation judéo-chrétienne.

Le PCE doit-il renchéir sur la voie visant à s'intégrer pleinement au jeu politique institutionnel espagnol ou au contraire affirmer plus nettement l'autonomie de son projet capitaliste d'Etat, en s'appuyant sur les frustrations causées par les insuffisances de la démocratisation ? Nul doute que dans ce débat qui ne fait que commencer les Soviétiques ont déjà fait leur choix.



En une paraphrase explicite du titre de Marx, L'idéologie allemande, Bernard-Henri Lévy prétend, dans son *Idéologie française*, convoquer les différents courants qui composent le débat des idées en France, et, à la lumière de ce que fut le pétainisme, en tirer cette conclusion : le fascisme est partout, à droite comme à gauche ; la bête immonde menace de resurgir un jour, et puise ses sources dans les traditions françaises les plus profondes. Il est urgent d'opposer à cette masse obscure «une autre idéologie», celle des Droits de l'Homme.

Par François NOLET

Le livre de Bernard-Henri Lévy prend comme point de départ une réalité qui n'est guère contestable : le pétainisme ne fut pas seulement le fait de quelques hommes se vendant à l'ennemi, mais aussi celui de fascistes bien français, ayant comme ambition d'édifier un «fascisme aux couleurs de la France», ne voulant rien devoir au nazisme et le surpassant en zèle antisémite. Cette adhésion ne fut point seulement, nous affirme Bernard-Henri Lévy, le fait de ces serviteurs du Maréchal, mais elle trouva de larges appuis dans la France profonde. C'est que le fascisme français avait été préparé, depuis une cinquantaine d'années, progressivement amené par des courants idéologiques qu'on avait coutume, jusqu'à présent, de distinguer, mais qui en fait chantaient les mêmes chants sinistres repris par «le pays tout entier, de la droite à la gauche, de la gauche à l'extrême gauche, de l'extrême gauche à l'extrême droite» (p. 27).

Ainsi, à coups de citations n'excédant généralement pas quelques mots, Bernard-Henri Lévy fait comparaître côte à côte Maurras et Barrès, Péguy et les chrétiens frottés d'humanisme qui allaient fonder la revue *Esprit*, Doriot et Thorez, Sorel et toute la tradition anarcho-syndicaliste et autogestionnaire française. Tous auraient communiqué dans la défense des mêmes thèmes : la Nation, la Terre, le culte de la vie et de la force, la haine de l'argent et des «ploutocrates», assimilés aux juifs, l'antiparlementarisme et le refus de la démocratie, le rejet du garde-fou que constituent les valeurs essentielles de la civilisation judéo-chrétienne.

Et d'abord, puisque la thèse centrale est fondée sur l'analyse d'une période de notre histoire, voyons quelle rigueur l'auteur attache à l'établissement des faits historiques eux-mêmes. Quelques exemples sont parlants. Evoquant la question de l'attitude du PCF au début de l'Occupation, il écrit par exemple qu'il refuse d'entrer «dans ces discussions interminables où d'aucuns croient bon de s'enliser, sur l'authenticité de tel appel ou la date réelle de tel ou tel tract de l'époque. D'abord parce qu'à ce petit jeu la raison du truqueur, comme on sait, est généralement la meilleure. Ensuite parce que tel est, malheureusement, le piège

LA RAISON DU TRUQUEUR

A propos de «L'Idéologie française» de Bernard-Henri Lévy

inhérent à tout débat de ce genre qu'il accredité toujours, finalement, l'une et l'autre des thèses en présence» (p. 77). Ainsi, peu importent les faits, qui peut-être risqueraient de donner lieu à une conclusion nuancée. Le «truqueur» ne s'en tient pas là.

Il lui faut démontrer que le pétainisme a été ovationné par la masse de la population française, que les résistants étaient «désavoués par leur pays» (p. 38), que la France a acclamé Pétain et s'est engagée, dans sa masse, avec ferveur, dans la construction du fascisme. La preuve ? Cette «liesse», cette «joie», cette «ferveur», «on (en) retrouve déjà l'écho pour peu qu'on prête l'oreille au ton, simplement au ton, de la littérature du Maréchal». Et de citer des textes de propagande vichyssoise, parlant de la «satisfaction virile à apporter sa pierre à la grande œuvre de la rénovation française».

Magnifique démonstration : l'enthousiasme des Français à construire le fascisme est prouvé par le fait que la propagande de Vichy parle d'enthousiasme. Singulier paradoxe pour un anti-fasciste que de croire qu'une propagande fasciste puisse être «l'écho» de la réalité. Dans une note au bas de la page, en petits caractères, Bernard-Henri Lévy s'efforce d'ailleurs à lui-même un démenti, lorsqu'il écrit : «Il y a aussi, c'est vrai, les rapports des préfets qui, à l'été 1941, font état de la «léthargie» de la population» (p. 40). Le fait a une certaine importance, car il y a un monde entre la vision d'une France activement et joyeusement pétainiste, et celle d'une résignation résultant de la défaite.

Une révolution

Mais lorsqu'il s'agit de relier entre eux des faits, établis de la façon qu'on vient de voir, l'impudence devient encore plus voyante.

Ainsi, parmi ces ancêtres de pétainisme, Bernard-Henri Lévy cite-t-il Renan, qui écrivait : «L'inégalité des races est constatée», et souligne-t-il les recherches à prétention scientifique qui, à la même époque, voulaient prouver la supériorité de la race blanche, au moyen d'élocubrations sur la forme des crânes. Pourquoi ces conceptions sont-elles apparues à cette époque ? Pour notre auteur, c'est qu'il a dû se passer quelque chose, il a dû se produire un séisme, il s'est opéré une

révolution» (p. 99) qui tient l'une de ses sources dans «le lent déclin (...) de la vieille croyance judéo-chrétienne, inscrite dans les Evangiles autant que dans la Bible, en un engendrement unique, d'un seul geste consommé, de toutes les sortes d'hommes» (ibid.). On peut trouver étrange que l'Eglise se voie ainsi décerner un brevet d'anti-racisme : car qui d'autre a introduit les discriminations contre les juifs, à l'époque où l'Europe s'appelaient la Chrétienté ?

Mais surtout il nous semble qu'on voit poindre là la conception de l'histoire des idées qui est celle de notre auteur : le progrès d'une conception répond au déclin d'une autre, dans un système clos où les idées se répondent, se font écho, loin de toute contingence matérielle. Car, pour prendre le cas qui nous préoccupe, celui de l'apparition et du développement de théories racistes, on eût pu peut-être se rappeler que l'apparition de telles idées venait à point à un moment où l'impérialisme s'asservissait les peuples d'Afrique et d'Asie et avait besoin de justifications pour mener à bien cette entreprise.

Mais, pour notre auteur, pas question d'expliquer l'apparition des idées par l'histoire des sociétés : et même, disons-le, pour lui, fut-elle vraiment acclamée par la grande masse des Français ?



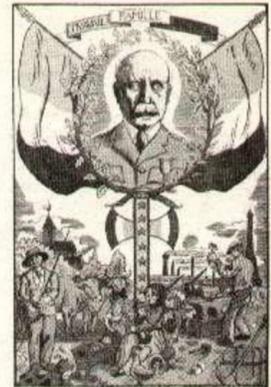
perspective reprend la généralité de leur dessin» (p. 105-106). Il s'agit de l'antisémite Gobineau.

Passons sur la consternante stupidité qui consiste à déduire une parenté idéologique d'une concomitance chronologique. Au-delà de l'ânerie ici proférée, nous apprenons que toute conception qui chercherait l'explication de l'histoire des sociétés dans les causes internes à ces sociétés est d'avance récusee comme partie prenante d'un fascisme décidément multiforme. Heureusement qu'il nous reste les «règles transcendantes de la divine providence» comme facteur explicatif.

Vive l'argent

Mais il y a pire. Ce n'est pas seulement à des rapprochements hasardeux entre les idées, détachées de tout contexte, que se livre l'auteur, c'est souvent à de simples rapprochements de mots. La droite exalte la Nation ; le PCF d'avant-guerre aussi ; et voilà la preuve qu'il était fasciste. On pourrait faire remarquer que le discours souvent nationaliste du PCF dans les années trente s'inscrivait dans une tradition jacobine que ne partage pas l'extrême droite, que l'emploi par lui du mot Nation, quelles que soient les critiques qu'il mérite, ne joue pas la même fonction que dans la bouche des Camelots du roi. Bernard-Henri Lévy n'a que faire de ces subtilités. Sans doute a-t-il même oublié que l'une des premières apparitions du mot Nation figure dans sa bible, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Le PCF dénonce les «200 familles», la droite anti-parlementaire part en guerre contre le «capital juif» et les voilà réunis dans la même ignominie. Et toute critique contre le pouvoir de l'argent devient suspecte d'antisémitisme. Même amalgame en ce qui concerne l'antiparlementarisme de la droite fascisante et la critique du parlementarisme bourgeois par les marxistes. La droite vichyste donnait dans l'anti-américanisme pour



La propagande pétainiste...

des raisons peut-être faciles à comprendre : Bernard-Henri Lévy considère donc comme suspect quiconque, de nos jours, critique le type de société en place là-bas.

Au milieu de tous ces fascistes, avoués ou non, Bernard-Henri Lévy a tout de même trouvé motif à espérer dans «l'héroïsme de la poignée de proscrits» (p. 38) qui s'engageront, dès le début, dans la Résistance. Un héros positif se profile, dans sa solitude, face à une France pétainisée : le général de Gaulle. C'est que Bernard-Henri Lévy n'a pas poussé jusqu'au bout la logique de son raisonnement. Voyons, de Gaulle s'est toujours dit inspiré par Maurras, Barrès et Péguy ; il a toujours exalté la Nation ; ce militaire n'a jamais renié le rôle de la force ; ce président qui combattait le «régime des partis» avait bien quelques relents d'antiparlementarisme ; il a fait preuve, dans sa politique extérieure d'une certaine dose d'anti-américanisme ; enfin, il semble que le mouvement gaulliste, jusque dans ses résidus d'aujourd'hui, a volontiers cultivé le mythe du rassemblement autour d'un chef. Tout cela caractérise bien le fascisme aux yeux de Bernard-Henri Lévy, et pourtant de Gaulle ne fut pas précisément pétainiste : il doit décidément y avoir quelque chose de vicieux dans le raisonnement.

Car à tout amalgamer, Bernard-Henri Lévy pourrait-il se défendre lui-même contre l'accusation dont il accable tout le monde, lui qui écrit : «On reconnaît le fascisme à ceci précisément que sa première manifestation est peut-être de brouiller (les) signes politiques et d'invalider d'un seul coup leurs partages institués» (p. 201) ?

Dans ce combat de l'ombre contre les Lumières, Bernard-Henri Lévy serait, selon lui, quasiment seul à défendre «la démocratie», cette idée neuve, exotique, et étrangement cernée de brumes» (p. 297). De plus en plus seul, semble-t-il. Si ses deux précédents livres, *La Barbarie à visage humain* et *Le Testament de Dieu* avaient fait grand fracas et provoqué quelques salves d'applanissements, il n'en est plus de même pour sa dernière production. A vouloir se situer dans une histoire récente, et qui est la nôtre, l'attaque de nombreux témoins, encore vivants, de cette époque et ceux-ci ont commencé à rappeler des faits face aux allégations de notre nouveau philosophe. La claquette sera moins fournie, signe de ce que les supercheries n'ont qu'un temps.

Le chassé-croisé juridique continue d'occuper les premiers plans dans le long conflit Manufrance. Après avoir confirmé le licenciement des délégués syndicaux et du personnel «protégé» du comité d'entreprise (et qui ne l'était plus, la société ayant cessé toute activité) les tribunaux viennent de porter un nouveau coup, assez sérieux, contre les travailleurs de Manufrance et plus particulièrement les 618 coopérateurs (recensés lors d'une assemblée générale de la SCOPD tenue vendredi 23 janvier) : en confirmant les locations-gérances entreprises par le PDG de l'ancienne société, Bernard Tapie, et concernant le *Chasseur Français* et la VPC, le tribunal de commerce de Saint-Etienne a entériné le dépeçage de la firme et amoindri d'autant le potentiel sur lequel la coopérative pouvait espérer compter. Réduit aux cycles, armes et machines à coudre, l'entité Manufrance perd d'importants moyens, symbolisés par le célèbre catalogue ! D'autant que, d'ici le 5 février, un nouveau jugement peut intervenir, sur plainte de Bernard Tapie, empêchant la SCOPD de faire usage du sigle «Manufrance». Autant de handicap pour un effectif redémarrage, dont le conseil de surveillance de la coopérative (doté d'un nouveau président, Marc Lashermes, ex-cadre de direction) va commencer à plaider les dossiers, pour les secteurs restants, auprès de Maître Boutrand, du tribunal de Commerce.

La réplique, pour le moment, reste encore largement sur le double plan des communiqués de protestation (d'Henri Krasucki, de l'UD CGT, de la SCOPD) et d'une nouvelle procédure judiciaire ... lancée par la Mairie de Saint-Etienne. Celle-ci, contre Bernard Tapie, porte plainte pour «abus de biens sociaux» ! Possédant 40 millions de créances (un prêt suisse de la banque «Cut-Willer, Kurz et Bungeners»

En déclarant «irrecevable» l'opposition de la Société Coopérative Ouvrière de Production et de Diffusion des «Manufrance» aux jugements de location-gérance du *Chasseur français* et de la vente par correspondance (VPC), le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne a porté un coup sérieux aux espoirs coopératifs. Le débat rebondit dans l'entreprise sur la viabilité du projet, tandis qu'on attend toujours le jugement en appel sur la demande d'expulsion des occupants des locaux du cours Fauriel.

De notre correspondant à Saint-Etienne

MANUFRANCE : COUPS DURS POUR LA COOPERATIVE



sur la Société Nouvelle et représentant 30 % des actions de l'Ancienne Société, la mairie estime que M. Tapie — dont la cooptation comme PDG de l'Ancienne Société n'a encore été ratifiée par aucune assemblée des actionnaires — aurait engagé à tort les intérêts de la firme dans les locations-gérances du *Chasseur* et de la VPC et que, par ailleurs, des chèques auraient été encaissés sans contrepartie d'abonnements ou de fournitures. Ce nouvel épisode de la

guérilla juridique autour de Manufrance témoigne de la volonté intacte de J. Sanguedolce de ne pas laisser Bernard Tapie l'emporter «à l'usine»...

Les incertitudes demeurent

Pendant ce temps, dans l'entreprise, le projet coopérativiste se précise et continue de susciter

des discussions parmi les travailleurs et leurs organisations syndicales.

Une assemblée des coopérateurs s'est tenue le 23 janvier, modifiant les organismes de gestion et d'animation de la SCOPD : fixant son siège 18 rue de la Ville à Saint-Etienne la coopérative a désigné P. Giraud (ancien chef du personnel) comme «président du directoire» et Marc Lashermes (ancien cadre de direction) comme «président du conseil de surveillance». Celui-ci a été élargi à 9 membres (au lieu de 6). Cet élargissement s'entend d'ailleurs de triple manière : entrée de 3 ouvriers et employés dans ce qui a d'abord été «l'affaire des cadres», ouverture à 2 représentants des 650 actionnaires extérieurs de Manufrance (UGICT-CGT, Fédération nationale des Mutuelles de Travailleurs) et 3 places laissées libres pour la CFDT et la CGC (pour autant qu'elles adhèrent et «de manière non-conditionnelle» à la SCOPD)... L'ouverture à des non-cadres répond — au moins formellement — aux critiques venues dans Manufrance de la part d'un certain nombre d'ouvriers, pas enthousiasmés du tout de retrouver à la tête de la «coopérative ouvrière» les mêmes qui les dirigeaient du temps de Mestries, Gadot-Clet, ou Blanc. Par contre, la répartition des actions entre ex-salariés Manufrance (618 sur 1.860) et personnes extérieures (650, essentiellement CGT, dont tout le Bureau confédéral et le Bureau national de l'UGICT, et Mutualistes de la Somtral) témoigne d'une certaine difficulté à mobili-

ser les licenciés Manufrance. A quoi cela tient-il ? Sans doute aux incertitudes dont nous nous faisons l'écho (PLS n° 27) sur la fonction de la création de la SCOPD : s'agit-il d'occuper le terrain jusqu'aux élections ou de véritablement opérer un redémarrage industriel et commercial crédible ? Quelles garanties quant à la discussion des orientations de la coopérative par les travailleurs de l'entreprise eux-mêmes ? Souvent dépossédés de l'initiative dans la lutte par des décisions d'action parachutées par la confédération CGT, l'UGICT ou l'UD CGT, une partie non-négligeable des «Manufrance» n'ont pas envie qu'il en soit de même dans le fonctionnement d'une entreprise à la gestion de laquelle ils seraient censés être associés ! Cette vigilance se comprend, en effet. Mais, parce qu'elle est portée syndicalement par la CFDT cette vigilance se transforme aux yeux de l'UGICT-CGT en une coupable «tergiversation». Et parce que la section CFDT Manufrance «gèle» 60 adhésions conditionnelles à la SCOPD, en attendant un débat de fond (sur l'orientation de la coopérative) qui ne vient pas, elle est accusée d'apporter «un retard inadmissible au redémarrage de l'entreprise». Est-ce pourtant sérieusement cela qui empêche le directoire de la coopérative en formation de convaincre les 1.200 autres travailleurs et de redonner du souffle à l'occupation du cours Fauriel ?

Une assemblée générale des travailleurs de Manufrance en septembre 1980

